

# ROUGE

*Afrique du Sud  
Dehors Botha !  
(pages 2-3)*

1956



**L'ANNEE  
QUI VIT TREMBLER  
LES BUREAUCRATES**



# Botha hors de France !

*Remise en juin dernier, la visite en France de Botha traduit l'offensive de la droite française pour appuyer le régime d'apartheid. La riposte doit être à la hauteur de la collaboration entre Paris et Pretoria.*

Comme l'assassin sur les lieux du crime, P. W. Botha reviendra le 11 novembre en France. A ce ceci près que le lieu de ses crimes n'est autre que l'Afrique du Sud, à laquelle il faut ajouter les pays voisins victimes des incursions permanentes de Pretoria ainsi que la Namibie et le sud angolais occupés par ses troupes. Une nouvelle fois, et ce n'est pas l'aspect le moins scandaleux, le président sud-africain va donc bénéficier de la caution officielle du gouvernement français.

Le gouvernement Chirac n'est certes pas composé d'hommes et

Parmi les gens qu'elle nourrit, la presse de Robert Hersant compte bon nombre de députés et d'individus comme Michel Droit, fervent suppôt du régime sud-africain et nouveau promu à la Commission nationale sur la communication et les libertés (CNCL). Ils se sont fait une spécialité de rivaliser avec l'extrême droite dans le soutien à Botha et à sa politique. Ainsi, au mois de juin, on apprenait la reconstitution à l'Assemblée nationale d'un groupe d'amitiés parlementaire France-Afrique du Sud. Ce dernier avait été supprimé sous la précédente législature et remplacé par un groupe d'étude sur l'apartheid, lequel, on s'en doute, n'a pas été agréé par la nouvelle Assemblée. Présidé par le député UDF des Deux-Sèvres Albert Brochard, le groupe d'amitiés reconstitué comprenait au départ trente députés, dont seize UDF (Charles Deprez, Gilbert Gantier, Francis Geng, Alain Mayoud, etc.) et onze RPR (Xavier Deniau, Jacques Godfrain, Eric Raoult, Michel Hannoun, etc.). Bien entendu, le Front national en était aussi à travers Jean-Pierre Stirbois et Edouard Frédéric-Dupont.

*Trente députés déjà pour le groupe d'amitié*

*France-Afrique du Sud, reconstitué après le 16 mars. Le lobby se porte bien.*

de femmes dont on attendait des prises de position radicales ou des témoignages concrets d'hostilité à l'égard de l'apartheid. La prochaine visite n'en est pas pour autant plus acceptable.

En juin dernier, un voyage similaire envisagé à la veille du dixième anniversaire des émeutes de Soweto avait été jugé « inopportun ». Mais, dans l'entourage gouvernemental, on laissait entendre que ce n'était que partie remise. Pour le régime d'apartheid et ses soutiens, le retour au pouvoir de la droite en France laissait entrevoir un changement par rapport aux cinq années de gouvernement de la gauche. Des années plutôt bien engagées aux yeux de Pretoria avant que la prise de sanctions partielles ne viennent les ternir moins de huit mois avant le 16 mars 1986.

C'est donc un véritable lobby déclaré qui se trouve en place, relayant les pressions favorables à Pretoria des sociétés françaises engagées sur le terrain, à commencer par la CEP-Total. Rien d'étonnant à ce que le gouvernement français joue le jeu de la banalisation des crimes de l'apartheid.

Si Botha ne bénéficie pas d'une entrevue avec le chef de l'Etat ou avec le Premier ministre, ce n'est pas pour lui dramatique. Tout ce qui va dans le sens du maintien et du renforcement des liens existants est bon à prendre.

Une telle visite ne peut être

séparée de l'offensive gouvernementale contre les immigrés, et plus généralement contre les libertés. Aiguillonnée et alimentée par la pression de l'extrême droite, la majorité remet actuellement en question des acquis aussi fondamentaux que le Code de la nationalité (voir *Rouge* du 23 octobre). Elle se targue d'expulser les étrangers par milliers.

*Comment ne pas rapprocher la logique d'exclusion qui préside aux choix gouvernementaux et la visite de Botha ?*

Depuis Vichy, aucun gouvernement n'avait osé aller aussi loin. Comment ne pas rapprocher cette logique d'apartheid rampant qui préside aux choix gouvernementaux et la réception, quelle qu'en soit la forme, du chef de file du racisme institutionnalisé ?

Si fermes pour dénoncer le terrorisme qui serait arabe comme le camembert est français, les autorités auraient pourtant une opportunité remarquable d'agir contre le chef d'une bande qui sème quotidiennement la terreur parmi des millions de Noirs sud-africains, qui réprime les Blancs anti-apartheid, qui s'est emparé d'un pays entier — la Namibie — et qui mène une action déstabilisatrice en expédiant et en soutenant des groupes terroristes dans les pays voisins. Cet individu pourrait d'ailleurs ne pas avoir la conscience tranquille dans l'accident d'avion qui a coûté la vie au président mozambicain il y a peu.

Chirac fait rétablir des visas ►

pour les voyageurs maghrébins, mais ne le refuse pas à Botha. Cela, nous ne pouvons l'accepter et nous le dirons au cours des mobilisations qui se préparent contre cette visite du 6 au 11 novembre. Car décidément, avec Chirac, il fait de moins en moins bon être étranger en France. A moins bien sûr d'être sud-africain et pro-apartheid.

Jean-Jacques Laredo



# Accentuer la pression

*Que faire face à la venue de Botha ? « Rouge » a demandé à Antoine Bouillon, président du Mouvement anti-apartheid, ses premières réactions et ce que son organisation préparait pour s'y opposer.*

□ *Botha doit venir en France le 11 novembre. Par-delà le prétexte de cette visite, comment l'interpréter ?*

Antoine Bouillon — Il faut commencer par rappeler le sens de cette visite, en regard de la situation intérieure de l'Afrique du Sud. Avec la réintroduction de l'état d'urgence en juin dernier et son maintien depuis, Botha a entrepris une « normalisation ». Nous assistons à une tentative d'annihiler toute résistance populaire. Toutes les organisations de lutte sont touchées, celles des jeunes, les syn-

En associant fonctionnaires du régime et pouvoirs locaux, y compris les entreprises, Pretoria entend parer aux actions telles que les grèves de loyers, les boycotts, etc. Il était ainsi envisagé de faire prélever sur les salaires le montant des loyers, afin de prévenir une action des habitants des townships. Cette normalisation vise à obtenir le temps nécessaire pour inclure de prétendus leaders noirs dans une solution de compromis préservant les intérêts en place.

Voici le cadre de la visite de Botha et c'est ce qui rend d'autant plus scandaleux l'acceptation de le recevoir sur le territoire français. Le fait qu'il ren-

contre ou non Chirac n'y change rien. Accepter sa venue, c'est déjà lui donner un coup de main sérieux dans son entreprise. Il faut tout de même rappeler qu'on compte près de 23 000 personnes arrêtées en vertu de l'état d'urgence, au moins un quart d'entre elles étant des jeunes de moins de dix-huit ans. Et ce ne sont pas les témoignages sur la torture massivement pratiquée par les forces de répression qui manquent.

□ *Comment expliques-tu la politique française ?*

A. B. — L'accueil en France de Botha constitue la première initiative importante de la présente législature concernant l'Afrique

*« La prochaine visite en prépare une autre, celle du chef du bantoustan du KwaZulu. Voilà qui relaie la politique intérieure de Botha. »*

**La mort, réalité quotidienne de l'apartheid contre laquelle Noirs et Blancs antiracistes se dressent.**



dicats, etc. qui éprouvent des difficultés accrues pour s'organiser, se réunir et agir.

Le régime sud-africain a mis en place un « système national de sécurité », réseau qui part du Conseil national de sécurité (qui réunit P. W. Botha et ses principaux ministres) et descend jusqu'au niveau des autorités locales. Il est conçu pour articuler l'action des forces de l'ordre avec la gestion et l'administration locale.

## D'une visite à l'autre

Déjà, en juin 1984, lors de la pose de la première pierre du mémorial des soldats sud-africains morts lors des deux guerres mondiales, Botha avait bénéficié de la présence du secrétaire d'Etat aux Anciens combattants du gouvernement Fabius.

Cette fois, c'est l'inauguration du même mémorial qui sert de prétexte à sa nouvelle visite. Il y a deux ans, Laurent Fabius n'avait pas encore la conscience troublée par les massacres et l'horreur au quotidien de l'apartheid. Il était même un farouche adversaire de la politique de sanctions. Loin d'être une bévue, la présence d'un officiel français préluait à la réception au Quai-d'Orsay du ministre sud-africain des Affaires étrangères, Pik Botha, par

Roland Dumas, le 14 février 1985.

Aussi est-il quelque peu curieux de voir aujourd'hui les réactions du parti socialiste qui a, comme dit l'autre, « la mémoire courte », quand elles dénoncent la venue de Botha et la présence à ses côtés du secrétaire d'Etat aux Anciens combattants comme « une caution au régime d'apartheid » et soulignent que « le gouvernement Chirac multiplie, à l'égard de l'Afrique noire, provocations et maladresses ».

Quel dommage que le Parti socialiste n'ait pas utilisé pareil langage entre 1981 et 1986. Enfin, espérons qu'il mettra maintenant les bouchées doubles, pour mobiliser contre la présence du représentant des racistes.

du Sud. Elle intervient après le retour à Pretoria de l'ambassadeur français, rappelé avant le 16 mars. Là aussi, il y a « normalisation » des rapports.

Cette première étape précède la visite, actuellement préparée par le lobby sud-africain en

Et nous le ferons le 29 octobre en nous rendant jusqu'au secrétariat d'Etat aux Droits de l'homme. Ensuite, nous prenons tous les contacts pour préparer, dans l'unité la plus large, la riposte à la fois par une manifestation parisienne, mais aussi par une initiative à Amiens et à Longueval, comme nous l'avons fait en 1984. Il ne serait pas acceptable, devant une marque aussi claire de soutien au régime d'apartheid, que l'unité ne se réalise pas.

□ *Quelle suite le MAA entend-il donner à la protestation contre la venue de Botha ?*

A. B. — Nous espérons que notre appel aux individus comme aux organisations pour la mise en place de comités locaux contre la venue de Botha sera entendu. Ils permettraient d'organiser la lutte anti-apartheid en France à une échelle supérieure et de préparer plus efficacement les combats qui restent à mener, car il faut non seulement exercer une solidarité directe avec toutes les victimes de la répression dans tous les secteurs, mais aussi accentuer la pression de l'opinion en faveur de sanctions contre le régime d'apartheid. C'est la priorité de l'action internationale.

Le MAA a par ailleurs pris l'initiative de constituer un collectif d'organisations qui va lancer, à la mi-novembre, une campagne importante d'information et de sensibilisation, afin de faire pression sur la CFP-Total, la compagnie française la plus impliquée, pour qu'elle se retire d'Afrique du Sud.

□ *Nous aurons l'occasion d'en reparler puisque la LCR fait partie de ce collectif.*

Propos recueillis par Jean-Jacques Laredo

*« Il faut préparer une manifestation parisienne et une initiative à Amiens et Longueval, comme il y a deux ans. »*

France, d'un homme comme Gatsha Buthelezi, chef du bantoustan du KwaZulu. Adversaire acharné des sanctions contre Pretoria et des organisations de lutte légales ou clandestines (Front démocratique uni, COSATU, ANC, etc.), on le présente comme un des interlocuteurs possibles d'un compromis. On retrouve ainsi la même logique que dans la politique intérieure du pays.

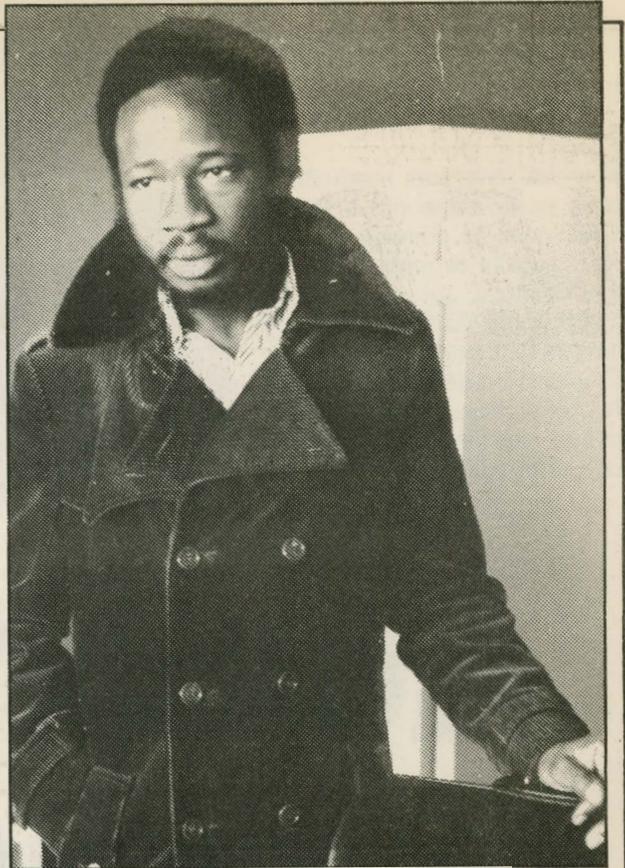
□ *Quelle riposte le MAA envisage-t-il ?*

A. B. — Tout ce qui précède souligne à quel point il est important que toutes les forces progressistes, démocratiques, antiracistes se mobilisent en France pour faire échec à cette visite. Celle-ci constituerait un soutien notable à Pretoria. En tout cas, si cette visite n'est pas annulée, elle doit donner lieu à des démonstrations massives et nombreuses pour illustrer le refus d'une telle normalisation.

Notre manifestation traditionnelle du dernier mercredi de chaque mois devant l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris est une première occasion de protester.

**Mouvement anti-apartheid, 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris. Tél : 47 70 29 09.**

# HARCELEMENT RACISTE



L'inécurité créée par la loi Pasqua des immigrés est réelle.

*A la suite de l'expulsion de cent un Maliens de Rosny-sous-Bois, les tracasseries de la police dans les foyers de travailleurs africains de Seine-Saint-Denis. Nous avons demandé à Jean-Alain, membre de SOS-Racisme à Montreuil, de nous en parler.*

**Manifestation  
Vendredi 31  
octobre 18 h  
Place de la  
Bastille**

**Déjà en 1979... Une  
manifestation contre les  
expulsions de travailleurs  
immigrés résident  
Sonacotra.**

L'expulsion massive de cent un Maliens, organisée par le gouvernement, a été un « choc », révélateur de la politique de la droite, et de sa mise en application. La loi « Pasqua » du 9 septembre a frappé : expulsions administratives sans appel, y compris sur le plan juridique. Le ministre de l'Inté-

rieur chiraquien a ainsi affirmé sa volonté d'aller toujours plus loin dans l'arbitraire, la répression, et la remise en cause des droits des immigrés.

Le surlendemain de ce « charter Paris-Bamako », étant militants de SOS-Racisme à Montreuil dans la Seine-Saint-Denis, nous nous sommes rendus dans neuf foyers de cette ville. Le mardi précédent, les CRS étaient descendus au foyer Sounbiata de Rosny, commune voisine. Sur

qui s'occupe des immigrés à la préfecture de Bobigny m'a dit : « Tu vois, aujourd'hui je t'amène un bon casse-croûte. » En effet, accompagnés du commissaire, Bousquet, de Rosny, du gérant du foyer, M. Grue, du maire RPR, M. Pernes, deux cents CRS sont entrés dans les couloirs et les chambres. Ils donnaient des coups de pied et criaient « contrôle d'identité ». Ils ont cassé deux portes. Puis, ils ont embarqué tout le monde dans les vingt-quatre fourgons et cars stationnés dehors. Après, nos

Le lendemain soir, dans le foyer Barra, dans le Bas-Montreuil, les délégués des foyers ont tenu une assemblée. Plus de trois cents résidents sont présents. Nous y avons fait le point de la situation et des propositions. Les délégués ont été mandatés pour mettre sur pied une coordination et préparer les actions.

La pression est très forte : la gendarmerie est passée dans tous les foyers

principe d'un appel public est retenu, ainsi que la participation aux initiatives parisiennes et nationales.

Face au défi que lance Pasqua, il est nécessaire de s'organiser partout, sur le plan local et national. Il est urgent de mettre en place, ou de renforcer quand ils existent les coordinations et les réseaux d'informations et de vigilance, d'informer la population, de faire prendre position aux syndicats, au PS et au PCF, aux



*Après l'expulsion de 101 Maliens, devant les menaces pesant sur treize opposants algériens, plusieurs dizaines d'organisations ont décidé de manifester ensemble à Paris. Nous reproduisons ici leur texte.*

## ILS EXPULSENT ET ILS MENTENT

101 ressortissants maliens ont été expulsés vers Bamako. 13 opposants algériens ont été arrêtés puis assignés à résidence et sont toujours sous le coup d'un arrêté d'expulsion.

Pour légitimer ces expulsions, on n'a pas hésité — ce qu'aucun élément ne justifie — à présenter les uns comme trafiquants de

drogue et les autres comme terroristes.

Ces expulsions et la façon dont elles se sont effectuées constituent une atteinte aux libertés.

Ces mesures sont les conséquences directes de la loi du 9 septembre 1986 qui confie à la seule police le soin de l'appréciation et de l'exécution des procédures d'expulsion et de reconduite à la frontière.

Tous les étrangers résidant en France sont également menacés.

De l'aveu même du ministre de l'Intérieur, cette loi s'applique chaque semaine contre des centaines de travailleurs immigrés. Elle permet l'arbitraire le plus total renforcé par la procédure dite « d'urgence absolue ».

place, l'ébullition règne. Autour d'un des leurs, les résidents sont rassemblés avec leurs délégués. Un journaliste de *Liberation* et un membre du bureau national de SOS-Racisme sont aussi présents.

Un des résidents raconte : « Ils sont arrivés vers six heures du matin. Ils ont encerclé le foyer. M. Calesi

camarades ont été renvoyés dans notre pays.

« Pasqua et Pandraud ont menti ! Il y a un an, nous avons eu connaissance que deux trafiquants de drogue habitaient chez nous. Avec les résidents du foyer, on les a fait sortir. Il faut savoir aussi que des résidents expulsés étaient totalement en règle et qu'on n'est pas des délinquants ! »

Cette politique est dangereuse pour l'ensemble de la société française dont certains droits démocratiques sont remis en cause.

**Défendons les libertés de tous. Non aux amalgames. Non aux expulsions arbitraires. Non à la loi Pasqua-Pandraud.**

CAIF, AADH, ADEREC, Association Hors la Zone, AMF, ASAF, ATAF, ATF, ATMF, ATT, ATTADHAMOUN, Bulletin des réfugiés iraniens, Cercle de réflexion angolaise, CCPF, CEDEP, Comité de coordination Tamoul France, CTA, EMAF, Eveil de conscience (Zaire), FAEEF, FETAF, FETRANI, France-plus, Génération 2001, KOMKAR, OCMF, UTAF, UTEG, UTIT, Accueil et promotion, Association démocratique des Fran-

çais à l'étranger, Amitié Franco-Chilienne, Artisans du Monde, CEDETIM, CIEMI, CIMADE, CLAP, CNAL, Collectif féministe contre le racisme, Comité latino-américain, CRID, FASTI, GISTI, Groupe d'accueil de solidarité d'Antony, GSI, Inter-services migrants, Justice à Paris, LDH, Médicus Mundi, MFPF, Mission de France, MRAP, Pastorale des migrants, Peuples solidaires, RICR, Santé et communication, SFM, SITI, SOS-Racisme, Terre des hommes France, UGTSP, UAARE, CFDT, Confédération syndicale du cadre de vie de Paris, Confédération syndicale des familles, FEN, SAF, SNES-FEN, SNI-PEGC, Syndicat des correcteurs CGT d'Ile-de-France, Syndicat de la magistrature, UNEF-ID, PS, FA, FGA, JCR, JOC, JOCF, LCR, LOR, PAC, PCLS, PSU, UTCL.

demandeur les plans et prendre des photos, comme elle l'avait fait avant la rafle de Rosny.

Il faut donc être capable de riposter très rapidement. Il a été établi une liste de numéros de téléphone en cas d'urgence : personnels, d'associations, de l'AFP, de journalistes, etc. La coordination s'est élargie à l'ensemble du département. Le

élus et aux personnalités. Je pensai aussi qu'il faut renforcer SOS-Racisme.

Il faut vraiment l'unité la plus large des associations immigrées et antiracistes, de tout le mouvement ouvrier contre les expulsions, la politique et les lois antidémocratiques de Pasqua-Pandraud et de leur gouvernement.

J. A. Mazas

# LE PLAN SCELERAT

*Avec les mesures projetées par le gouvernement contre la Sécurité sociale se profile une remise en cause globale des acquis. Les laissera-t-on passer dans l'indifférence ?*

Un déficit de vingt milliards, c'est ce que prévoit la commission des comptes de la Sécu pour 1986. Même si cela devait s'avérer vrai (cette commission s'est trompée régulièrement dans ses prévisions), cela représenterait une semaine et demie de dépenses. Ce qui est infime (3%). Mais en 1984, il y a eu 16,65 milliards d'excédent et 13,38 milliards en 1983. Ce qui fait un excédent total de 30 milliards au cours des deux dernières années. En francs constants, les dépenses ont diminué, aussi bien pour la maladie que pour les accidents du travail et les allocations familiales. Seules, les retraites font exception (plus 4,8% en francs constants), mais c'est parce que l'abaissement de l'âge de la retraite de 65 à 60 ans n'a été accompagné d'aucune revalorisation des cotisations patronales.

Dès juillet, le gouvernement n'hésitait pas à jouer des charges et des surcharges. Ainsi, il augmentait de 0,7% la cotisation vieillesse des seuls salariés. Voilà donc plus de 10 milliards de francs amputés sur le pouvoir d'achat des travailleurs. Dans le même temps, 9,5 milliards leur seront retirés par le prélèvement « exceptionnel » de 0,4%

## Le 100% mis à mal

Les syndicats, si ils ont réagi dans leur presse respective, n'ont pas proposé grand-chose comme réponse.

Mais ces « économies » ne suffisent pas au gouvernement qui prépare un nouveau plan visant à comprimer encore les dépenses

maladies. Aujourd'hui, les cotisations maladies d'un salarié en activité avoisinent les 20% (12,6% de part dite patronale, 5,5% de part salariale, plus les cotisations supplémentaires de prévoyance). C'est le moment que choisit le gouvernement pour donner le coup d'envoi de son plan dont l'essentiel est constitué par la réduction des remboursements à 100%.

○ La suppression totale (de 40 à 0%) ou partielle (de 70 à 0%) du remboursement de deux mille médicaments dit « de confort », y compris dans certains cas, ceux utilisés par des malades remboursés à 100%.

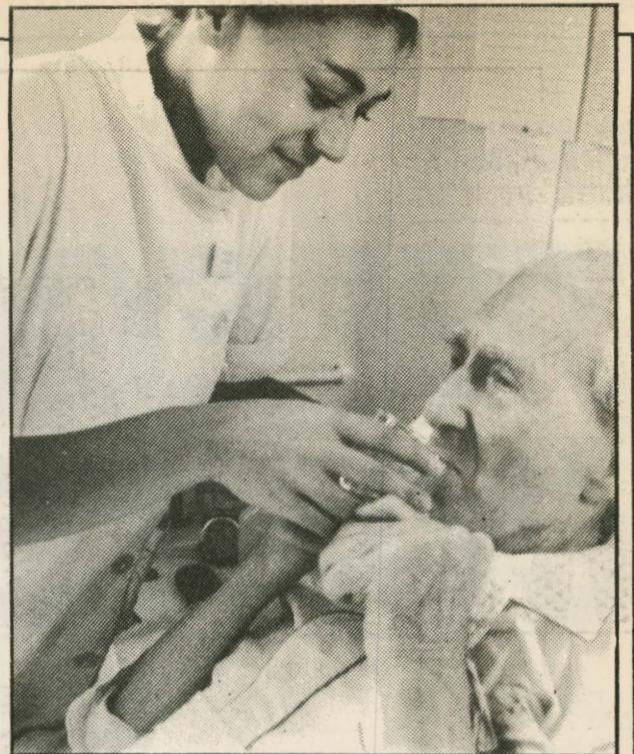
○ L'augmentation du forfait hospitalier de 23 à 31 francs (soit 30% d'augmentation!). Les études gouvernementales parlent de le monter à 75 francs dans les prochaines années et de le

relever ultérieurement pour les séjours de longue durée (plus de dix-huit mois ou de deux ans). Afin de « dissuader les hospitalisations abusives », dit Séguin.

## S'attaquer aux maladies graves

○ La suppression du 100% pour les actes annexes des opérations. Exemple : l'acte chirurgical lui-même sera remboursé à 100% mais ce ne sera pas le cas des examens préliminaires, ni de l'anesthésie.

○ Et surtout, la suppression de la « vingt-sixième maladie », c'est-à-dire les maladies longues et coûteuses, qui permettaient d'obtenir le remboursement total des dépenses restant à la charge de l'assuré. En 1985, 163 000 personnes avaient obtenu le bénéfice de cette mesure, dont 20%



Le troisième âge payera plus grâce au plan Séguin.

ont plus de soixante-dix ans et un tiers plus de soixante ans.

La philosophie de ces mesures a changé. Il ne s'agit plus seulement de s'attaquer au petit risque mais aux malades gravement atteints. La conséquence inévitable de l'accroissement du forfait hospitalier est en effet de diminuer la durée du séjour en hôpital, même si la maladie n'est pas terminée. Deuxième avantage pour le gouvernement : accumuler un excédent potentiel pour permettre la libération du prix des médicaments,

grande exigence réaffirmée à plusieurs reprises depuis le 16 mars par les trusts pharmaceutiques.

Les dizaines de milliards de francs de coûts supplémentaires ne pourront pas être assurés par les ressources actuelles des mutuelles. Cette offensive contre les mutuelles permet d'ouvrir un nouveau et vaste marché pour les sociétés d'assurances qui disposent déjà pour le secteur protection sociale d'un chiffre d'affaires qui avoisine celui des mutuelles et qui va connaître ainsi un formidable bond en avant.

Jacques Carvel

## ROUEN

# COLERE LYCEENNE

*Trois mille lycéens dans les rues de Rouen. On n'a pas vu cela depuis longtemps, même lors de la révolte des LEP, en 1983. Nous avons demandé à une camarade lycéenne, membre des JCR, de nous raconter.*

□ De notre correspondant

□ Comment est parti le mouvement ?

C'est parti d'un lycée où les élèves ont formé un comité contre les conditions d'étude, les classes surchargées, le manque de matériel. Ils ont sorti un tract appelant à une assemblée générale. Celle-ci a voté la grève et les lycéens sont partis faire le tour des autres bahuts en manif. Trois bahuts ont ainsi débrayé le jeudi 16 octobre. Et un tract a été distribué, le vendredi matin, sur tous les bahuts de l'agglomération, appelant à un rassemblement. Trois mille lycéens ont répondu à l'appel. Dans le tract, se rajoutait le refus de l'entrée de l'armée dans les lycées avec le projet de loi Chalandon.

□ Le projet de loi Chalandon ?

Chalandon veut faire intervenir des volontaires service long dans les bahuts pour seconder les professeurs. Pour, prétendument, lutter contre la drogue, l'alcoolisme, les maladies sexuellement transmissibles et la violence. C'est, en fait, un véritable refus de l'armée qui prime à travers ce refus des volontaires service long.

□ Comment se sont organisés les lycéens ?

Très vite, dès le vendredi, le problème s'est posé de coordonner les lycéens de tous les bahuts. Des assemblées générales de grévistes ont eu lieu dans chaque lycée pour élire des délégués. Environ une quinzaine de lycées et de LEP ont été représentés au plus fort du mouvement. La coordination faisait des propositions pour continuer la lutte. Elle

a élu des gens pour rencontrer les syndicats et leur demander leur soutien ou pour rencontrer le recteur.

□ Avez-vous reçu le soutien des enseignants et des parents ?

Des intersyndicales de profs ont soutenu le mouvement sur deux lycées. En général, les profs disaient « c'est bien » mais ils ne faisaient rien de concret. L'UD CGT a fait un tract disant que les revendications des lycées étaient justifiées. Le SGEN-CFDT a prêté son local. Des délégués de parents d'élèves ont été contactés, sans plus. Le plus important est que nous avons manifesté le 21, à 1 500, derrière le cortège syndical.

□ Comment envisagez-vous la suite du mouvement ?

Nous avons rencontré un gros problème. S'il y avait des lycéens en grève, ils étaient dans la rue. Dans les lycées, il ne se passait rien. La majorité des lycéens pensait que manifester tous les jours c'était bien, mais qu'il fallait faire plus de choses dans les lycées parce que ceux qui ne faisaient pas grève étaient d'accord avec le mouvement. La coordination lycéenne a alors proposé que les lycéens forment des comités sur chaque lycée, que les revendications soient établies lycée par lycée et que de nouvelles formes d'action soient trouvées. Actuellement, la coordination reste maintenue à la rentrée pour faire le lien et pour pouvoir réagir rapidement en cas de sanction ou de reprise du mouvement.

Propos recueillis par Etienne Lesaxe



# TELEGESTION CONTESTEE

*A Bordeaux, dans un centre EDF, une lettre de sanctions a mis le feu aux poudres. Une grève massive, un comité de grève, des assemblées générales suivies, les travailleurs se sont donnés les moyens de gagner.*

La direction de la région EDF de Bordeaux, après un semblant de discussion en organisme statutaire (CMP), décide de mettre en place la télégestion du fichier clientèle (TGC) et ce, avec une formation au rabais, sans tenir compte des constantes de charge de travail et donc d'effectifs. Après plusieurs mises en garde de l'intersyndicale CGT, CFDT et FO, la direction répond au refus des agents d'utiliser ce nouvel outil dans de telles conditions par l'envoi d'une lettre les menaçant de sanctions.

**Des hommes au service des hommes. Faut-il encore que les premiers aient les moyens de servir les autres.**

Les agents concernés cessent le travail le 22 octobre pour rencontrer le chef de centre sur ces divers problèmes. Devant l'attitude négative de celui-ci, l'intersyndicale appelle l'ensemble du personnel du centre à participer à une assemblée générale de solidarité avec les grévistes qui se conclue par l'extension de la grève à tous les services (qui sont au demeurant concernés à plus ou moins brève échéance). Après deux jours de grève massivement suivie — six à sept cents personnes en assemblée générale —, la direction

du centre persiste à faire trainer les choses, malgré une intervention auprès de la direction régionale.

Durant le week-end, la direction régionale appelle l'intersyndicale pour négocier. Les propositions faites sont soumises à l'assemblée générale qui décide à une large majorité de reconduire la grève en durcissant la position, en désignant un comité de grève, en pratiquant des coupures, en informant les médias et les usagers. L'assemblée générale décisive a lieu chaque soir sur les modalités d'action du lendemain: Les re-

## LE 21 ET DEMAIN ?

Le 21 octobre a été un succès : des grèves massivement suivies, des manifestations importantes. Mais si réussie soit-elle, cette journée d'action commune à tous les syndicats n'a pas permis d'arracher la victoire, d'obtenir satisfaction. Les revendications sont claires : contre les 26 000 suppressions de postes, pour le rattrapage et la progression du pouvoir d'achat, contre la privatisation et pour l'amélioration du service public. Sur cette plate-forme, d'autres actions, allant *crescendo*, doivent être organisées. Aux syndicats, bien sûr, de présenter cette plate-forme de lutte à tous les salariés. Rien ne serait pire qu'une démonstration sans lendemain. A ce titre, le 21 octobre, par sa réussite, est une brillante démonstration : l'unité est le moyen le plus sûr de mettre dans l'action le plus grand nombre de salariés possible. L'unité sur la

plate-forme revendicative représente la seule solution offerte à tous pour continuer à se battre. Cette exigence doit vivre publiquement, à l'échelle nationale, pour contrer les grandes manœuvres syndicales qui vont se poursuivre. Déjà, la FEN annonce une nouvelle journée d'action le 23 novembre. La CGT a programmé des actions chez les cheminots. C'est la course folle, l'auto-affirmation de chacun, sans aucune chance de l'emporter. Dans plusieurs villes, dans de nombreuses entreprises, des regroupements locaux unitaires ont vu le jour pour le 21 octobre. Cette démarche intersyndicale publique, sur la base d'un succès, doit traverser l'ensemble du monde du travail. Ce mouvement doit être profond pour empêcher toute nouvelle division, pour exiger des suites, pour gagner. Elevons le niveau, le succès du 21 octobre l'exige.

Alain Gwenn

vendications posées tiennent en cinq points : fiabilité du matériel, formation correcte, effectifs (68 dont 20 pour l'informatique), prime d'adaptation, retrait de la lettre de sanctions.

Une mobilisation à suivre donc dans un centre qui n'a pas connu d'épreuve de force de cette ampleur depuis plus de dix ans.

Correspondant

## EDITORIAL DES FEUILLES D'ENTREPRISE

### A bas l'apartheid ! Dehors Botha !

Chirac aime les étrangers. Mais attention ! Seulement ceux qui peuvent lui donner des leçons en matière de racisme. Et Botha, Premier ministre sud-africain, fait partie du cercle des intimes de ceux qui nous gouvernent. Il se prépare d'ailleurs à pénétrer sur le territoire national, pour un séjour « privé » du 8 au 11 novembre. C'est une véritable provocation.

#### Chirac au secours de Botha

Même la pacifique et conservatrice Croix-Rouge vient d'expulser les représentants sud-africains de ses rangs. Il est vrai que les pays d'Europe occidentale ont voté contre...

Même le Sénat américain vient de voter des sanctions économiques à l'égard du régime de Botha. Acte spectaculaire, IBM quitte Pretoria, et avec lui diverses banques américaines délaissent le pays du racisme.

L'Afrique du Sud, c'est essentiellement une minorité blanche, détenant le pouvoir militaire et les capitaux, et une majorité noire misérable et ouvrière, confinée dans des ghettos gigantesques. L'apartheid, ce sont des millions d'hommes et de femmes forcés de travailler dans des conditions d'une rare brutalité par le terrorisme d'Etat en vigueur.

#### Botha, leur modèle ?

Face à Botha, le mouvement d'émancipation gagne chaque jour en puissance. Et les syndicats ouvriers viennent de s'unifier en une puissante centrale, la COSATU. Bref, ça se gâte pour les racistes. Alors leur

représentant vient au pays de Chirac chercher une respectabilité perdue. Ce gouvernement composé de ministres ultraractionnaires se montre prêt à l'aider en le laissant librement... émigrer en France.

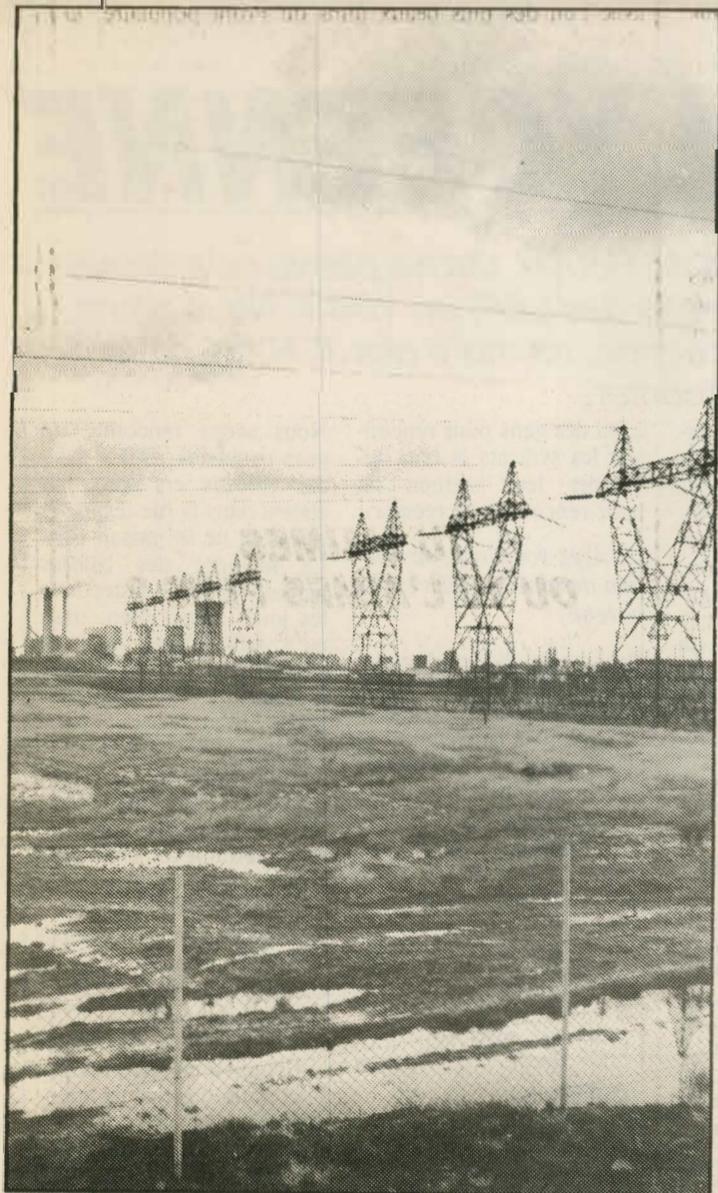
Botha ne vient pas les mains vides. Il arrive en donneur de leçons. Et il trouve dans le gouvernement français un élève zélé. Depuis le 16 mars, ce ne sont plus que rafles massives, lois ségrégatives, surveillance policière, campagne agressive contre les immigrés.

En règle ou non, les étrangers sont présentés comme des délinquants, des vendeurs de drogue, voire des terroristes. Pasqua et Pandraud veulent créer, chez les Français, un réflexe faisant de tout immigré un suspect, à la disposition automatique d'une police toute-puissante.

Une politique d'apartheid se met en place en France, et Botha, en fin connaisseur, ne peut qu'applaudir. Il est venu chercher le soutien de Chirac, et ce soutien, il le lui rend bien.

#### Le raciste dehors !

Tous les antiracistes, tous ceux qui n'admettront jamais que la ségrégation soit un moyen de gouverner doivent se dresser dans l'unité la plus large contre la venue de Botha. Qu'il ne mette pas ses sales pieds ici. Mais s'il réussit à s'infiltrer, qu'il soit alors reçu comme on doit accueillir un dictateur sanglant. A coups de manifestations de rue, qui lui fassent entendre la voix de ceux qui refusent l'apartheid, en Afrique du Sud comme ailleurs. Entre le 6 et le 11 novembre, unité et mobilisation !



# ROUGE

Une jeunesse dans le collimateur (pages 8 et 9)

## COMMENT METTRE CHIRAC EN ECHEC ?



### AIDEZ-NOUS ! URGENCE !

Ce journal ne tient que grâce à votre soutien.

Si vous appréciez le travail de sa rédaction, si vous voulez demain d'autres numéros spéciaux comme celui-ci, si vous pensez que *Rouge* est un instrument irremplaçable dans notre combat quotidien, Alors aidez-nous !

◇ **Lecteur**, tu peux recevoir régulièrement *Rouge* et la revue de la LCR, *Critique communiste*. Souscris pour cela un abonnement militant.

Si tu veux nous aider, tu peux même prendre un abonnement de soutien au tarif de 200 francs.

◇ **Diffuseur**, souviens-toi que nous avons besoin de 2 500 abonnements militants chaque trimestre pour éviter l'endettement. A la fin du mois d'octobre, il nous manque encore 500 abonnements. Beaucoup de villes nous promettent des remontrées. D'autres sont encore très loin de leur objectif.

Il n'y a plus un instant à perdre. Dans les quel-

ques jours qui viennent, il faut que tous, lecteurs, diffuseurs, militants de la LCR se mobilisent, pour nous permettre de franchir le cap.

Ceux et celles qui nous écrivent en conviennent : avec la nouvelle formule, on peut convaincre ses collègues de travail, ses contacts de lire *Rouge* et de s'abonner. Il suffit souvent d'y consacrer le temps nécessaire pour emporter la conviction. Mais le jeu n'en vaut-il pas la chandelle ?



☆ **Dimanche** 20 h 30 (TF 1), *Jeune et innocent*, d'A. Hitchcock. Tourné en 1937, ce film contient le plus fabuleux travelling avant l'histoire du cinéma ! Le seul indice que l'on connaît de l'assassin est un cillement nerveux de l'œil droit : la caméra entre donc au Grand-Hôtel...

22 h 30 (FR3), *la Dame de Malacca*, de Marc Allégret avec E. Feuillère et PR. Wilm. D'après un invraisemblable roman à l'eau de rose de Francis de Croisset, un drame romanesque exotique avec ténébreux prince malais et étouffante mousson...

☆ **Lundi** 22 h 20 (A2), *les Sorciers de la vie*, série de quatre émissions consacrées aux « enfants de l'éprouvette » et réalisées par M.-A. d'Adler et M. Teulade. Naître autrement à l'heure de la révolution procréatique, une série passionnante qui tente de faire le point sur les bébés-éprouvette, la congélation des embryons, les dons de sperme, d'ovule et d'embryon, la location d'utérus, la fécondation *post-mortem*, etc.

☆ **Mardi** 20 h 35 (A2), les « Dossiers de l'écran » se penchent ce soir sur l'euthanasie et l'acharnement thérapeutique. Disposer de sa vie ? (et donc de sa mort...) sera le thème du débat qui sera illustré par un bon film de J. Badham, interprété par R. Dreyfus et J. Cassavetes, qui pose avec tact et précision toutes les questions.

20 h 35 (FR3), « Dernière Séance », Robert Ryan avec un western de B. Boetticher et un film « d'après-guerre », *Berlin-Express*, réalisé par J. Tourneur en 1948.

☆ **Jeudi** 22 h 30 (FR3), « Nous l'avons tant aimée la Révolution », premier volet de l'émission de Cohn-Bendit et S. de Winter ; ce soir : « La révolte » (voir ci-dessous).

☆ **Vendredi** 23 h (A2). Pour le dixième anniversaire de sa mort, le « Ciné-club » rend hommage à Jean Gabin avec l'un des plus beaux films du Front populaire, *la Belle Equipe*, tourné en 1936 par Julien Duvivier. Les idéaux communautaires, les passions amoureuses et les rivalités « d'hommes »... irriguent ce film, dont le public exigea que Duvivier remplace la fin tragique initiale par une fin plus optimiste...

Michel Laszlo

COURRIER

# CONTROVERSES ET PRECISIONS

Rendre compte de la journée d'action du 21 octobre n'a pas été sans un certain nombre de problèmes. Nous avons voulu donner le maximum d'informations concrètes, vivantes à nos lecteurs. Nulle part dans la presse, ces informations n'existaient. Cela demandait de travailler très vite, vus nos délais de bouclage (mercredi midi pour la partie rédactionnelle) et en liaison avec l'ensemble de nos correspondants qui avaient, eux-mêmes, peu de temps pour rassembler leurs informations. C'est ce qui explique, en partie, les quelques erreurs qui se sont glissées dans ces trois pages de notre dernier numéro.

Un aspect du 21 octobre. Notre volonté : rendre compte dans des conditions difficiles de la diversité du mouvement.

Ainsi, le secrétaire-adjoint du syndicat CGT du centre de tri-PTT de Bobigny nous a appelé. « L'appel pour une seule manifesta-

tion » du centre de tri émanait non seulement de travailleurs syndiqués mais aussi de travailleurs non-syndiqués (que nous avions... oubliés). Mille excuses donc auprès des initiateurs de cet appel qui était, par ailleurs, (et pan, encore une faute !) signé par plus de deux cents travailleurs (et non cent). Deux cent dix exactement et ce, dans un temps record.

Par ailleurs, les élus de l'Ecole émancipée du Calvados (D. Delaporte, M. Canu, A. Canu, D. Kleinclauss, P. Büléon, N. Bénies), en lecteurs attentifs et exigeants de *Rouge*, nous ont fait parvenir une lettre. Ils contestent le compte rendu que nous avons fait de la journée du 21 sur la ville de Caen. Mais laissons-leur la parole (ou plutôt l'écrit).

« Le compte rendu dans *Rouge* de la manifestation du 21 octobre à Caen nous a pour le moins étonné. (...) Il est pour le moins surprenant que même sur le nombre des participants aux différents cortèges, *Rouge* soit en retrait par rapport aux chiffres de la presse régionale. (...) La CGT est comme partout anti-unitaire certes, mais elle regroupait plus de mille participants. Quant au cortège de la FEN, qui regroupait lui aussi plus de mille participants, votre correspondant aurait dû s'apercevoir comme les journalistes régionaux, que l'as-

piration unitaire y était tellement importante que les dirigeants locaux de la FEN ont été débordés dans leurs manœuvres de division.

« Le débat sur l'unité traversant l'ensemble du mouvement ouvrier est trop sérieux pour qu'un journal comme *Rouge* ne se fasse pas l'écho du rôle des "unitaires" dans l'ensemble des syndicats et se contente d'une vision unilatérale et partisane de la bataille sur l'unité dans notre ville. A ce titre, assimiler en une phrase le cortège FEN à celui de la CGT pour démontrer que les unitaires étaient ailleurs fait plus partie d'une vision manichéenne de la lutte syndicale entre les "bons" et les "méchants" plutôt que de l'orientation consciente de militants œuvrant à l'unité et à la lutte contre les directions bureaucratiques. (...) »

Partout, dans toutes les villes, nous avons donné comme chiffre le chiffre réel des manifestations, au nom justement de la vérité des faits. Ainsi, à Paris, nos compteurs ont trouvé vingt mille personnes à la manifestation CGT et non cinquante mille comme l'a écrit la presse nationale. L'habitude, trop souvent pour les journalistes, est de faire une moyenne « pifométrique » entre les chiffres des états-majors syndicaux et ceux de la préfecture, pondérée par la conviction politique des journalistes. Par ailleurs, dans chaque ville nous avons mis en lumière un fait, en relativisant, malheureusement par manque de place, les autres. L'ensemble des trois pages ne pouvait pourtant guère laisser planer un doute sur notre volonté de retracer la bataille de tous les unitaires de France.

Alain Gwenn



## TU L'AIMES OU TU L'AIMES PLUS ?

Nous l'avons tant aimée la Révolution. Veut-il dire que nous ne l'aimons plus ?... Question essentielle qui se ballade en filigrane de toute la série.

L'autre question tient au caractère féroce occidental de cette enquête. Pas un seul interviewé qui vienne du tiers monde et si l'on parle du Vietnam, c'est uniquement en référence aux luttes (occidentales) de soutien à la lutte du peuple vietnamien. Grave lacune. Un sandiniste, un miriste ou autre camarade latino en lutte dans sa portion de continent ne manquerait pas de sourire de ce curieux oubli...

Reste la conclusion implicite : la démocratie. Parangon de toutes les vertus pour les nouveaux philosophes, capables de s'acoquiner avec les plus sombres Thiers ou Gallifet pour en défendre les principes (propriété, entreprise, travail) et dont on sent quelque réticence de Cohn-Bendit à en accepter la logique. Il ne claironne pas comme Glucksman ou Montand que la révolution est un fossoyeur de démocratie... Mais le propos clapote démagogiquement sur des rivages de connaissance...

M. L.

# AIDE HUMANITAIRE ET TERREUR

*Le séisme qui vient de ravager la capitale du Salvador met en évidence les sordides pratiques de la dictature et des forces armées.*

Le récent séisme qui a ravagé San Salvador révèle une réalité que le gouvernement Duarte voudrait bien passer sous silence : celle des réfugiés de l'intérieur.

Plus d'un demi-million de personnes ont en effet été déplacées à l'extérieur et à l'intérieur du pays. Plusieurs milliers d'entre elles sont concentrées à la périphérie de la capitale. Cer-

tains Salvadoriens ont fui les bombardements aériens, massifs et indiscriminés de l'armée. D'autres, vivant dans des zones sous contrôle du FMLN, ou soupçonnés de sympathie pour les combattants révolutionnaires, ont été tout simplement capturés par les militaires. Ceux-ci encerclent les villages, capturent tout le monde, brûlent les champs et les récoltes et ravagent les habitations.

Le plus souvent, la population concernée est confiée à la Croix-Rouge, puis à l'Eglise catholique, et se voit entassée dans des camps surpeuplés près de San Salvador. Au mois de juillet, cent trente-deux familles paysannes déplacées ont tenté de réintégrer leur coopérative d'Aguacayo, près de la zone du volcan Guazapa, dont l'armée cherche en vain à déloger le FMLN. Vingt-trois reli-

gieux étrangers les accompagnaient pour les protéger de l'armée. Arrêtés, ils ont été déportés au Guatemala.

La tactique de l'armée s'inspire en effet d'une vieille recette : « enlever l'eau du poisson ». Cela consiste à enlever aux combattants du FMLN ce qui constitue, même potentiellement, leur milieu de vie et leur plus solide soutien : la population civile dans les campagnes. Les départements contrôlés par le FMLN, dans l'est du pays, font l'objet d'une véritable politique de terre brûlée.

Au mois d'août dernier, le chef de l'état-major conjoint de l'armée, le général Adolfo Blandon, a présenté son nouveau plan de contre-insurrection, intitulé « *Unis pour reconstruire* ». Il comprend trois phases : « *nettoyage* », « *consolidation* » et « *reconstruction* ». Il se donne

pour objectif de gagner la population par des programmes « civils », tout en la contrôlant après avoir chassé la guérilla. Le spectre des « villages modèles » ou de « hameaux stratégiques » du Guatemala ou du Vietnam n'est pas loin...

La nouveauté, c'est que ce plan doit impliquer non seulement les forces armées mais également l'entreprise privée, huit ministères, et l'Eglise qui se voit chargée de l'« *orientation spirituelle des habitants des zones de consolidation et des camps de déplacés* »... Ce qui montre bien, s'il en était besoin, que c'est l'armée qui décide de tout au Salvador.

A la suite du dernier tremblement de terre, les sinistrés des bidonvilles ou des camps de relèvement des réfugiés autour de San Salvador se retrouvent sans abri. Ils sont contraints de se débrouiller avec les moyens du bord. L'aide internationale ne leur parvient pratiquement pas. C'est un comité dirigé par l'entreprise privée que Duarte avait désigné pour sa répartition. Or, tous les moyens sont réservés aux hôpitaux militaires, alors que les hôpitaux publics manquent de tout. Plus que jamais, il est visible que l'argent va d'abord à la guerre. Ce qui n'empêche pas le chef de l'Etat de continuer à faire passer son gouvernement pour « démocratique ».

Sophie Joanny



Après le séisme du 10 octobre, une famille de San Salvador devant ce qu'elle a pu sauver des ruines.

## PHILIPPINES

# UN MINISTRE A L'OFFENSIVE

*Pour bloquer les négociations avec la guérilla communiste et alors que le mécontentement grandit dans le pays, les partisans de l'ancien dictateur passent à l'offensive. Avec à leur tête le ministre de la Défense.*

**A** bas Cory ! » C'est ce que scandaient des milliers de manifestants, anciens partisans de Marcos, dimanche 26 octobre dans les rues de Manille. A leur tête, le ministre de la Défense de l'actuel gouvernement philippin, Juan Ponce Enrile.

Deuxième changement de casquette donc pour celui qui fut d'abord le ministre de la Défense de la dictature. Sentant le vent tourner, il avait *in extremis* pris la tête de la rébellion des officiers contre Marcos, en février dernier, juste avant l'arrivée au pouvoir de Corazon Aquino. Il renoue aujourd'hui avec son passé.

Cela fait en effet plusieurs semaines qu'Enrile fait monter la tension, parcourant le pays en tous sens

pour y mener une véritable croisade anticommuniste. De meeting en meeting, il prend le gouvernement dont il fait partie pour cible principale. Il s'attaque à la politique de négociations avec la guérilla de la Nouvelle Armée du peuple (NAP) et le Parti communiste philippin que tente de mener Corazon Aquino. Il affirme qu'elle permet à la guérilla de se renforcer, et « *sape la confiance des investisseurs étrangers* ». Sa solution n'est pas sans rencontrer des oreilles favorables dans l'armée, puisqu'il prône une offensive militaire généralisée afin d'écraser l'opposition armée.

Un coup d'Etat militaire est-il à craindre ? La question se pose à Manille. Mais actuellement, Enrile ne se-

rait pas suivi par l'ensemble de l'armée. De plus, les Etats-Unis soutiennent officiellement Aquino. Il est par contre certain qu'il emploie efficacement toute son énergie à mettre en difficulté un gouvernement hétéroclite, dont la politique rencontre déjà de nombreux mécontentements.

Un grand nombre de Philippins, s'ils soutiennent toujours Corazon Aquino, ne cachent en effet pas leur déception devant l'absence de réformes économiques et sociales. Ainsi, le 21 octobre, 20 000 paysans appartenant au KMP, un syndicat paysan, ont défilé dans les rues de Manille en un cortège particulièrement revendicatif. Une négociation réussie avec l'opposition armée assurerait peut-être

un nouveau crédit à la présidente. Mais rien de ce genre ne semble s'annoncer aujourd'hui. Les accrochages entre l'armée et la NPA se poursuivent. Le fait que Corazon Aquino ait couvert l'arrestation, le 29 septembre, de Rodolfo Salas, principal dirigeant du PCP, par les services secrets, a sérieusement compromis ces tentatives de dialogue. Tout projet de cessez-le-feu se voit donc renvoyé aux calendes grecques.

Les négociations ont néanmoins repris le 18 octobre. Deux jours plus tard, Enrile faisait monter les enchères et posait ses conditions. Trois de ses revendications ont été repoussées par Aquino : l'abandon du projet de Constitution signé le 15

octobre et devant être soumis au référendum le 23 janvier, la convocation de l'Assemblée nationale qui siègeait jusqu'à la chute de Marcos, et l'organisation d'une élection présidentielle dès 1987 (alors que la Constitution prévoit que le mandat d'Aquino doit se terminer en 1992).

Par contre, Aquino a cédé sur deux points importants. Elle a tout d'abord accepté de remplacer les gouvernements locaux qui avaient été mis en place après la chute de Marcos. Ce qui permet à Enrile de faciliter la contre-insurrection. Et surtout, elle a accepté de fixer d'avance une date limite à la durée des négociations. Une manière de parier sur leur échec...

S. J.

La liberté. Voilà un mot que l'on accommode aujourd'hui à toutes les sauces. On pourrait s'en réjouir si les grands prêtres de ce culte nouveau n'oubliaient au passage d'en définir le contenu. Mais une seule chose paraît leur importer vraiment : démontrer que le fond de l'air n'est plus rouge, que Billancourt devient synonyme de désespérance et que le pouvoir de la classe ouvrière ne peut, au mieux, que déboucher sur le goulag.

On comprend pourquoi le trentième anniversaire des révolutions hongroise et polonaise fait l'objet d'une célébration si discrète. Car le paradoxe de cette seconde moitié de siècle veut que, par une sorte de revanche de l'histoire violée, les idées forces du socialisme ressurgissent là où le catéchisme stalinien et la propagande des maîtres du pouvoir se conjuguent pour abuser les masses sur elles-mêmes, leur place et leur rôle.

A Berlin-Est en 1953, à Budapest et Varsovie en 1956, à Prague en 1968, à Gdansk en 1980, c'est une même aspiration qui explose dans l'enthousiasme de foules innombrables, celle d'un socialisme vraiment démocratique. Partout, les travailleurs exigent la fin de la censure, le droit à la grève et à un syndicalisme indépendant, la reconnaissance du multipartisme. Mais ils renouent simultanément avec la vieille mais persistante tradition par laquelle la classe ouvrière forme ses propres organismes, comités de grève ou conseils, lorsqu'elle se bat pour le pouvoir. Ceux qui ont pour l'ordre capitaliste les yeux de Chimène, comme ceux qui firent des pays du glaciis un « bilan globalement positif », peuvent légitimement en éprouver du dépit. Nulle part, en effet, les peuples en mouvement ne revendiquent le rétablissement de la propriété privée ou le retour des anciennes classes dirigeantes. Au contraire, la volonté de mettre bas les dictatures bureaucratiques se confond avec l'espoir d'un système resocialisé, reposant sur une démocratie directe où les producteurs deviendraient effectivement les propriétaires collectifs des entreprises et du sol. Tout comme la Révolution russe se fit aux cris de « *Tout le pouvoir au soviets* », le soulèvement hongrois eut pour mot d'ordre : « *Nous ne rendrons ni la terre, ni les usines* ».

Bien sûr, jusqu'à présent, l'espoir se vit toujours noyé dans le sang. Mais à chacune de leurs levées en masse, les travailleurs des pays de l'Est déstabilisent un peu plus les régimes bureaucratiques. Ni le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, ni le recours à la terreur et aux occupations militaires n'ont permis au Kremlin et à ses alliés de reprendre réellement le contrôle de la situation. Fallait-il davantage de raisons pour consacrer un numéro spécial à ces jours de 1956 qui ébranlèrent le monde ?

Christian Picquet



# DES JOURS DE SANG ET D'ESPOIR

□ Février 1956, le XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste d'Union soviétique, qui restera dans l'histoire comme celui de la « déstalinisation », tente d'apporter une réponse aux problèmes auxquels la mort de Staline confronte la bureaucratie du Kremlin.

Derrière les batailles de sommet pour le pouvoir réel se trouve posée la question des choix à opérer au niveau intérieur et international. Accumulées depuis la guerre et empêchées de s'exprimer — et donc d'être résolues — par la dictature de fer de Staline, un ensemble de tensions et de contradictions menaçaient désormais d'exploser.

Les plus brûlants de ces problèmes touchent à la situation économique du pays. Au cours des années précédentes, sous la pression de la guerre froide déclenchée par l'impérialisme en 1948, la priorité est en effet donnée au budget militaire et à l'industrie lourde, au détriment des biens de consommation et des services dont la carence était flagrante. En outre, la fermeture

*Les règles, imposées par des PC minoritaires grâce à la présence de l'armée soviétique, disposent d'une base très étroite.*

des frontières aux échanges internationaux prive l'URSS des technologies nouvelles produites à l'Ouest.

Au cours des dernières années de la vie de Staline, on assiste également à une aggravation de la crise endémique de l'agriculture soviétique. Le pouvoir tente d'y répondre en augmentant le volume des livraisons forcées de produits agricoles à l'Etat.

De ces difficultés découle un niveau de vie extrêmement bas pour les masses. Celui-ci devient d'autant plus insupportable que la contradiction apparaît flagrante entre les progrès de la production vantés par la propagande officielle et les carences, dans tous les domaines, vécues quotidiennement par les travailleurs.

Dès lors, la disparition de Staline, symbole du système dictatorial, risque de libérer les pressions auparavant accumulées. Des craintes qui ne sont pas sans fondement. Des grèves ont éclaté dans les camps du Goulag en 1953. La même année, des mouvements agitent la classe ouvrière en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie. De quoi avertir les dirigeants du Kremlin des dangers qui les guettent s'ils

*XX<sup>e</sup> Congrès, explosions hongroise et polonaise, le milieu des années cinquante constitue un tournant dans l'histoire des dictatures bureaucratiques de l'Est. Ses effets n'ont toujours pas fini de se faire sentir.*



# L'année qui vit trembler les bureaucrates

n'apportent pas rapidement des solutions à la crise économique.

A ces problèmes s'ajoute enfin une pression croissante de secteurs bureaucratiques épuisés par l'atmosphère de suspicion et de crainte permanente de l'arrestation créée par Staline. Le dictateur disparu, la volonté d'un retour à un fonctionnement fondé sur la légalité s'exprime de plus en plus ouvertement.

Dès 1954-1955, la direction

collégiale, qui siège désormais à Moscou, adopte des mesures qui se veulent une première réponse à cette double pression. On augmente les prix des produits agricoles achetés aux kolkhoziens ; on développe des lopins de terres privés ; on encourage l'industrie légère ; on place les organes de sécurité sous le contrôle de la direction du parti ; on révisé le Code pénal ; on procède à une première va-

gue de libération des camps et de réhabilitations.

Afin de s'atteler à la résolution de ces problèmes intérieurs, les dirigeants soviétiques ont besoin d'un climat de détente internationale. Celui-ci doit permettre de réorienter des ressources importantes du budget militaire vers la production des biens de consommation. On en escompte aussi l'ouverture des frontières aux technologies occi-

dentales indispensables pour moderniser l'industrie soviétique.

Dès la signature de l'armistice de la guerre de Corée, en juillet 1953, les Soviétiques déclarent qu'il n'existe aucun problème qui ne puisse être réglé pacifiquement, même avec les Etats-Unis. Ainsi commence à se mettre en place le décor de la coexistence pacifique. Une situation qui correspond, à ce moment précis, aux intérêts conjoints de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique.

Les USA et l'URSS sont également préoccupés par la montée de la révolution anticoloniale dans les pays dominés (Algérie, Afrique...). Les premiers car ils ne veulent pas voir s'éroder ultérieurement la domination impérialiste de la planète ; la seconde car elle ne voit pas d'un bon œil l'émergence de directions révolutionnaires formées dans la lutte et qui ne lui doivent rien. Si elle veut la détente, l'URSS doit contribuer à maintenir le *status quo* international.

Ces réalignements internationaux vont poser à Moscou d'autres problèmes dans son propre « camp ». Elle ne peut en effet envisager d'établir des relations de coexistence pacifique avec l'Occident et maintenir, avec les pays ayant rompu avec le capitalisme, des rapports d'hostilité ouverte — c'est le cas pour la Yougoslavie — ou de domination dans les démocraties populaires ou en Chine dans une moindre mesure.

La thèse imposée par Staline de la « construction du socialisme dans un seul pays » a alors pour corollaire « le rôle dirigeant de

*C'est en tentant d'apporter une première réponse aux tensions accumulées dans le « camp socialiste » que Khrouchtchev ouvre une nouvelle faille dans l'édifice stalinien.*

l'URSS ». Propos élégants pour désigner la domination absolue du PCUS sur le mouvement communiste. Les suites de la Seconde Guerre mondiale ont ébranlé cette domination, notamment à travers les révolutions yougoslave et chinoise, dont les partis communistes sont passés outre les ordres du Kremlin.

Staline a tout d'abord pensé liquider le problème en excommuniant les dirigeants yougoslaves. Il n'a fait que renforcer leur pouvoir. La Chine lui a posé un problème d'une autre envergure. Il lui a fallu s'attacher ce

1956  
UN TOURNANT



**Autour de Khrouchtchev, la nouvelle direction soviétique entendit légitimer les « voies nationales ».**

puissant allié tout en empêchant sa direction d'apparaître comme une possible alternative dans le mouvement communiste. Le traité de 1950, conclu entre la Chine et l'URSS, a finalement codifié la subordination de la première à la seconde. Mais, en retour, il va nourrir un fort ressentiment de Mao Zedong à l'égard du Kremlin.

Dans les pays du « glacis », malgré la domination apparemment sans conteste de l'URSS sur les équipes dirigeantes locales, les tensions ne manquent pas non plus. Les régimes imposés grâce à la présence de l'armée soviétique par des partis communistes minoritaires disposent d'une base sociale très étroite et sont considérés comme les instruments d'une domination étrangère. Ce ressentiment national trouve un écho au sein des états-majors des partis, suscitant des divisions entre les courants ayant passé les années de guerre à Moscou et ceux qui ont dirigé la résistance anti-allemande dans leur pays. Ces derniers suivent avec intérêt l'expérience yougoslave, y voyant un « modèle » correspondant mieux à la réalité de leurs pays que le modèle imposé par Moscou.

La vague de procès intentés contre les « titistes » des démocraties populaires au cours des années 1949-1950 a certes permis de liquider de nombreux cadres communistes qui auraient pu se dresser face aux groupes stalinien. Ils n'ont toutefois pas permis de liquider les tensions accumulées. Ce sont elles qui vont exploser avec tant de force en 1956.

Pour achever ce tableau, signalons que les rapports entre le Kremlin et les partis communistes occidentaux posent également quelques problèmes. Certains partis, comme le PC italien, qui ont considérablement renforcé leur influence et leur enracinement grâce à la politique « nationale » menée durant et après la guerre, se montrent de plus en plus réticents à risquer de remettre en cause leurs acquis sur un simple ordre de Moscou.

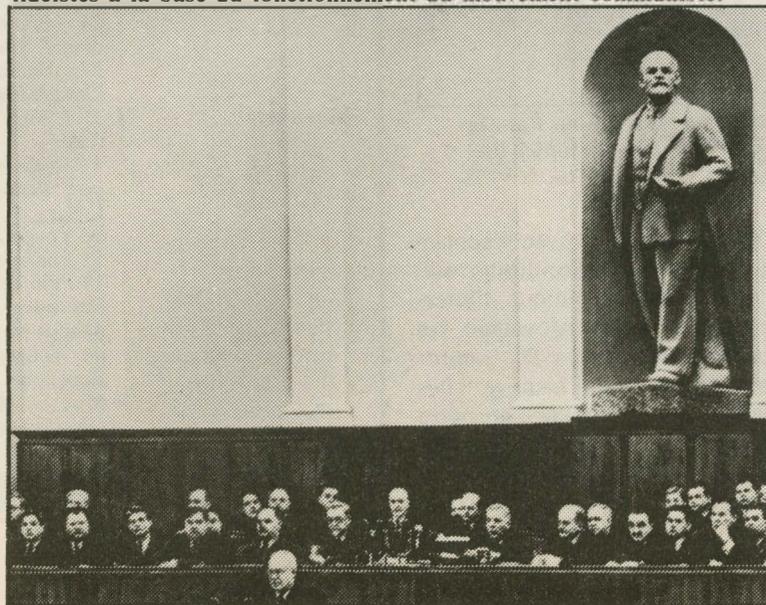
C'est en tentant d'apporter une première réponse aux tensions accumulées dans le « camp socialiste » que Khrouchtchev ouvre la première faille dans l'édifice stalinien. Dès 1954, les directions des PC ont été averties de la volonté du Kremlin de rétablir des relations avec la Yougoslavie de Tito. Encore engagés dans une virulente dé-

**Alors que les délégués en sont encore à digérer une nouvelle approche, Khrouchtchev annonce une séance à huis clos.**

nonciation des « titistes », beaucoup de dirigeants restent incrédules. Ils reçoivent donc comme un choc le voyage des chefs du Kremlin à Belgrade en mai et juin 1955. Un malaise qu'aggrave le discours dans lequel le secrétaire général du PCUS reconnaît l'entière responsabilité de l'URSS dans la rupture de 1948.

En quelques phrases, Khrouchtchev reconnaît la faillibilité de Moscou et admet la

**L'un des effets du XX<sup>e</sup> Congrès : prendre de plein fouet les réflexes fidéistes à la base du fonctionnement du mouvement communiste.**



possibilité de « modèles » différents de celui qu'il incarne. Ce qui remet en cause deux des éléments essentiels sur lesquels se fonde jusqu'alors la mythologie stalinienne. C'est à cette dernière que le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS porte un coup fatal.

Quand le premier congrès suivant la mort de Staline s'ouvre à la mi-février 1956, peu de délégués et d'observateurs s'attendent aux bouleversements qu'il va introduire. On sait aujourd'hui que ce congrès possède deux facettes. L'une, publique, se voit consacrée à la discussion des nouvelles orientations politiques de l'URSS et du mouvement communiste. L'autre, secrète, est consacrée à la dénonciation des crimes de Staline et du culte de la personnalité.

Le rapport secret produit l'effet traumatisant que l'on sait. Il

rer du mouvement. Khrouchtchev y légitime les « voies nationales », affirmant qu'il est possible d'arriver au pouvoir par l'action parlementaire. Il prône de surcroît la coexistence pacifique, censée permettre une émulation pacifique entre l'URSS et les pays capitalistes, dont l'issue, selon lui, ne saurait être que la démonstration de la supériorité du système soviétique.

En attendant, les PC ne doivent rien entreprendre pour perturber cette compétition pacifique, risquer de remettre en cause le *statu quo* international. Coexistence pacifique et voies nationales et parlementaires se retrouvent ainsi étroitement liées : parler de la possibilité d'arriver au socialisme par la voie parlementaire, c'est fixer l'État bourgeois et ses institutions comme cadre infranchissable de l'action des communistes.



**La coexistence pacifique prônée par Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> Congrès : un avatar du *statu quo* hérité des accords de Yalta.**

touché militants et dirigeants communistes à un niveau plus psychologique que politique, atteignant de plein fouet les réflexes fidéistes qui se trouvent à la base du fonctionnement du mouvement communiste.

Mais le rapport politique de Khrouchtchev contribue tout autant — bien qu'à un autre niveau — à la crise qui va s'empa-

La nouveauté réside surtout dans l'énoncé explicite de cette politique. En fait, il s'agit encore d'un avatar de la théorie du socialisme dans un seul pays. L'action des partis communistes se voit toujours déterminée par les intérêts de la bureaucratie soviétique.

Alors que les délégués sont encore occupés à digérer cette nouvelle approche, Khrouchtchev annonce, à la surprise de tous, qu'une séance à huis-clos doit se tenir pour les seuls délégués soviétiques. Cette séance, qui va si profondément bouleverser le mouvement communiste, n'est pourtant au départ qu'une manœuvre de congrès.

Au sommet du parti soviétique, la lutte oppose sans relâche les fidèles de Staline et les réformateurs, depuis 1953. Espérant marquer un point décisif, ces derniers ont décidé d'attaquer ouvertement Staline à la tribune du congrès. C'est tout à la fois pour les en empêcher et limiter les dégâts que Khrouchtchev prépare à la hâte son rapport et décide de le présenter à huis-clos. Le document porte d'ailleurs la marque de la préci-

pitation, voire même de la panique. Et il suscite plus de questions qu'il n'apporte de réponses.

La longue énumération des méfaits de Staline a évidemment de quoi impressionner les délégués. Khrouchtchev cite péle-mêle l'escamotage du testament de Lénine mettant en garde le parti contre le caractère de Staline, la folie meurtrière ayant présidé aux grandes purges des années trente, la liquidation des officiers de l'Armée rouge, le refus de voir l'imminence de l'attaque hitlérienne en juin 1941, la conduite de la guerre, le culte de la personnalité, etc. Pourtant, on n'y décèle rien qui n'ait déjà été dénoncé par les trotskystes, les exilés ou divers historiens occidentaux. Reste

**Le réflexe fidéiste brisé, le doute destructeur va remplacer les certitudes inébranlables.**

que ce qui était traditionnellement présenté comme des « calomnies de la presse bourgeoise » se voit désormais reconnu du haut de la tribune d'un congrès du PCUS par ses principaux dirigeants. C'est sans doute parce qu'ils perçoivent l'effet potentiellement dévastateur d'un tel retournement que beaucoup de dirigeants communistes s'efforceront longtemps de nier l'existence du rapport. Même un Palmiro Togliatti, secrétaire d'un parti italien dans lequel il prend rapidement la tête de la « déstalinisation », exhorte un membre de sa délégation à la modération. « En rentrant, parle de tout, sauf de Staline. »

Khrouchtchev vient en effet, sans le vouloir, de mettre en marche une machine infernale. En détruisant de façon aussi radicale l'autorité de son prédécesseur, qui personnifiait l'autocratie bureaucratique, il sape définitivement les réflexes d'obéissance aveugle. Et il jette le discrédit sur les sommets de tous les PC. En outre, ses explications simplistes ne peuvent satisfaire personne ; elles vont donc pousser bien des cadres communistes, pour comprendre, à analyser plus au fond le phénomène stalinien.

Le réflexe fidéiste brisé, le doute destructeur remplace les certitudes inébranlables. Dès lors, nombre de militants — et une majorité des intellectuels compagnons de route — cessent de croire à la sincérité des dirigeants et à la justesse de leurs objectifs.

Les responsables communistes se divisent pour leur part face au rapport secret. Tous com-

prennent les dangers qu'il recèle pour leur propre pouvoir. Certains, comme les Français, le nient purement et simplement. D'autres, comme les Italiens, décident après une première phase d'hésitation de prendre la tête de la « déstalinisation », s'efforçant d'apporter leurs propres réponses aux questions soulevées par le XX<sup>e</sup> Congrès. Ils entendent par là éviter que d'autres le fassent à leur place. Rejetant l'explication simpliste du « culte de la personnalité », Togliatti évoque, dès juin 1956, une « dégénérescence partielle du système soviétique ». Il enclenche une réflexion critique qui va

vernement hongrois en 1953 ? — que le fait qu'il se trouvent portés au pouvoir par un mouvement de masse et risquaient de se montrer par trop sensibles à sa pression.

Par une des ironies dont l'histoire est friande, les libéraux polonais, précisément en s'opposant au Kremlin, en s'appuyant sur la mobilisation ouvrière pour emporter la partie au comité central, évitent une remise en cause du système bureaucratique en tant que tel, et réussissent finalement à canaliser le mouvement.

Les Soviétiques n'ont pas cette chance en Hongrie. Mathias Rakosi et Ernő Gerő, les staliniens locaux, s'opposent jusqu'au bout à tout changement. Ils répondent par la répression à l'agitation du Cercle Petöfi et des étudiants, refusent de réintégrer Imre Nagy à la direction du parti et au gouvernement. Après la liquidation de Rakosi, sur ordre des Soviétiques, en juillet 1956, Gerő maintient la même intransigence jusqu'à ce désormais célèbre 23 octobre, où les flics de son parti tirent sur les ouvriers. Le retard pris va être fatal au PC hongrois. Confronté à son immobilisme, les travailleurs prennent l'initiative, forment leurs conseils, refusent de se contenter d'une réforme de façade. C'est une révolution ouvrière que les troupes soviétiques doivent alors écraser.



Après Budapest, Prague en est une nouvelle démonstration. Pour les Soviétiques, le PCUS demeure « le parti dirigeant parmi toutes les organisations communistes du monde ».

décennies de dictature stalinienne. En Pologne, la victoire du courant « libéral » permet une canalisation pacifique du mouvement populaire et une négation progressive de ses aspirations. En Hongrie, à l'inverse, il faut une armée de plusieurs centaines de milliers d'hommes, une répression sanglante, l'exécution des chefs de la révolte, pour rétablir l'ordre bureaucratique.

Dans ces trois pays, les travailleurs restent totalement exclus du pouvoir, après comme avant le XX<sup>e</sup> Congrès. Quelle meilleure démonstration de l'incompatibilité entre le règne de la bureaucratie et un véritable pouvoir ouvrier ? Les événements de Pologne et de Hongrie montrent également une autre limite essentielle de la « déstalinisation ». Dès juin 1956, en réponse à une célèbre interview dans laquelle Togliatti prôna le « polycentrisme », les Soviétiques rappellent que « le PCUS considère qu'il demeure le parti dirigeant parmi toutes les organisations communistes du monde. Chaque parti communiste est jugé à la lumière des relations plus ou moins étroites qu'il entretient avec le PC soviétique. »

L'URSS ne peut, en effet, admettre que les aspirations à l'autonomie qu'elle a elle-même stimulées au sein du mouvement communiste remettent en cause « l'unité du camp socialiste » et débouchent sur l'apparition de

Les événements de Pologne et de Hongrie démontrent combien la voie est étroite entre la volonté de maintenir les privilèges des bonzes et la nécessité de faire des concessions aux masses. En URSS, où l'impulsion avait été donnée à la « déstalinisation » les dirigeants évitent la crise ouverte grâce à l'assise plus solide de leur pouvoir et aux effets négatifs sur la capacité d'initiative des masses de plusieurs

pôles alternatifs. Avec l'écrasement de la révolution hongroise, le conflit sino-soviétique, l'intervention en Tchécoslovaquie, les polémiques avec les PC « euro-communistes », l'histoire des mois et des années suivantes sera l'histoire de la lutte contre ces dangers. Elle marquera surtout l'impossible rétablissement de l'ordre au sein du mouvement communiste.

Anna Libera

## L'histoire des années qui suivront 1956 marquera l'impossible rétablissement de l'ordre au sein du mouvement communiste.

mener son parti très loin. C'est à cette date qu'il avance notamment son idée du « polycentrisme » dans le mouvement communiste, entrant en écho avec les débats ouvriers en 1956 dans les démocraties populaires.

Dans ces pays, les réactions au rapport Khrouchtchev sont particulièrement vives. Un fort mouvement de protestation, animé au départ par les intellectuels et bientôt relayé par les ouvriers (en juin à Poznan, en octobre à Budapest) se développe en Pologne et en Hongrie. Dénonçant la politique des petits Staline locaux, ces processus revendiquent un changement de ligne et de dirigeants, exigent le retrait des troupes soviétiques stationnées depuis la guerre. Tout cela se conjugue avec la lutte acharnée que se livrent, au sein des partis au pouvoir, les responsables de la politique stalinienne et celles de leurs victimes qui ont survécu et viennent d'être réhabilités.

En Pologne comme en Hongrie, avec W. Gomulka et Imre Nagy, se dégagent des cadres communistes susceptibles de présenter une alternative au sein du système. Ils entendent s'appuyer sur les dénonciations du stalinisme et sur la légitimation des « voies nationales » pour opérer une réforme de leurs régimes. Ils recherchent, ce faisant, une base sociale plus large et une autonomie réelle face à Moscou, sans pour autant remettre en question le monopole du Parti communiste. Ce que craignent les Soviétiques, ce ne sont pas tant leurs idées réformistes — n'avaient-ils pas eux-mêmes imposé Nagy à la tête du gou-

## REPERES

○ Hongrie

◆ Pologne

○ URSS

1953

5 mars  
27-28 juin

Mort de Staline.

◇ Le comité central du Parti des travailleurs décide une nouvelle politique dite du « tournant ».

4 juillet

◇ Imre Nagy est nommé chef du gouvernement et annonce le « nouveau cours ».

Juillet

◇ Libération d'une partie des prisonniers politiques.

7 septembre

○ Nikita Khrouchtchev est élu premier secrétaire du Parti communiste d'Union soviétique.

1954

Mars

◇ Condamnation à de lourdes peines de prison des chefs de la sécurité.

◇ Libération de Kadar.

◇ Rakosi revient d'URSS et prend la tête de l'offensive contre I. Nagy et le cours nouveau.

◆ Divergences au sein du bureau politique sur l'ampleur à donner à la libéralisation.

◇ Epuration de la presse.

◆ Gomulka est libéré de prison.

Décembre

1955

21-24 janvier

◆ III<sup>e</sup> plénum du POUP : la politique de démocratisation est approuvée.

◇ Tournant politique en faveur de Rakosi.

◆ Début de l'épuration des forces de sécurité.

◇ I. Nagy est exclu du politburo et du CC. Relevé de son poste de président du conseil, il est remplacé par Andras Hegedus.

◇ I. Nagy est exclu du parti.

◇ Effervescence d'opposition dans les milieux intellectuels hongrois et création du cercle Petöfi.

Novembre

Décembre

1956

14-25 février

○ XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS. 23 février, discours secret de Khrouchtchev et « révélations » sur le rôle de Staline.

12 mars

◆ Bierut, secrétaire du parti, meurt à Moscou. Edward Ochab lui succède à la tête du parti.

Avril

◆ Ochab annonce la « réhabilitation partielle » de Gomulka.

5 juin

◆ Publication du rapport secret de Khrouchtchev.

28-29 juin

18 juillet

◆ Grève, manifestation, puis émeute à Poznan.

◇ Démission de Rakosi. Remplacé par Gerő.

◆ VII<sup>e</sup> plénum du parti. Gomulka est réintégré.

Octobre

◇ Les étudiants de l'université technique décident une manifestation de solidarité avec la Pologne pour le 22.

23 : Manifestation de 100 000 personnes à Budapest. Allocution de Gerő contre les étudiants. Combats de rue. Destruction de la statue de Staline.

24 : Nomination de Nagy à la tête du gouvernement. Promulgation de la loi martiale et appel aux troupes soviétiques.

25 : Kadar remplace Gerő. Kadar et Nagy demandent aux insurgés de déposer les armes.

27 : Formation d'un gouvernement « d'unité nationale » présidé par Nagy et formation des conseils ouvriers.

◆ Mouvement de troupes en Pologne. Rumeurs sur un putsch destiné à arrêter Gomulka.

19 : Ouverture du VII<sup>e</sup> plénum et réintégration de Gomulka au CC. Arrivée inopinée d'une délégation soviétique conduite par Khrouchtchev.

21 : Gomulka entre au politburo.

22 : Intense agitation dans tout le pays.

24 : Premier discours public de Gomulka devant 350 000 Varsoviens.

27 : Demande de prise de position contre l'invasion soviétique en Hongrie.

Novembre

◇ 3 : I. Nagy forme un gouvernement de coalition.

4 : Déclenchement de l'attaque contre Budapest. Reprise des combats dans tout le pays. I. Nagy et ses amis se réfugient à l'ambassade de Yougoslavie.

5 : Poursuite des combats et grève générale.

14 : Fin des combats et reprise du travail.

Fin nov. : Le Conseil ouvrier central est dissous par Kadar. I. Nagy quitte l'ambassade de Yougoslavie, est arrêté et déporté en Roumanie.

◆ Mise en place par Gomulka d'une série de réformes politiques et économiques.

1958

◇ Un communiqué annonce l'exécution de Nagy et de ses collaborateurs.

# QUAND LES CONSEILS FLEURIRENT A BUDAPEST

*L'insurrection de 1956 restera le symbole de l'espoir d'un socialisme démocratique écrasé par les chars. Mais elle représente aussi une formidable poussée des travailleurs hongrois, pour généraliser leur propre organisation, les conseils ouvriers.*



L'enthousiasme du premier jour de l'insurrection de Budapest, le 23 octobre.

Collectivisation forcée laissant les campagnes hongroises exsangues, priorité à l'industrie lourde sur le modèle soviétique, liquidation des opposants en 1948 puis des militants communistes comme Laszlo Rajk après des procès fabriqués, internement de milliers d'ouvriers et de paysans : tout en ce milieu des années cinquante avait contribué à faire du régime stalinien de Mathias Rakosi et Ernő Gerő l'un des plus haïs de toutes les démocraties populaires. A tel point que, dès le lendemain de la mort de Staline, les dirigeants soviétiques lui recommandèrent de desserrer quelque peu l'étau. Ce qui se traduisit par la nomination du réformiste Imre Nagy à la tête du gouvernement.

L'arrivée de ce dernier encourage donc fortement le courant communiste réformiste, très influent parmi les intellectuels. Sa mise à l'écart par Rakosi en mars 1955 ne les désarçonne pas. A la fin de l'année 1955,

plusieurs écrivains communistes créent le Cercle Petöfi<sup>1</sup> qui s'affirme très vite comme un centre actif de contestation. Des milliers de personnes participent à ses débats au printemps 1956. Le XX<sup>e</sup> Congrès du PC soviétique et les émeutes de Poznan (voir page 16) radicalisent encore l'opposition intellectuelle face à laquelle Rakosi ne peut opposer que la répression.

## 23 OCTOBRE, UN TOURNANT

Plus lucides, les Soviétiques comprennent que la répression ne saurait calmer un mécontentement accumulé sur des années. Envoyés à Budapest, les représentants du politburo, Mikoyan et Souslov, choi-

Suite page 14

LE 23 OCTOBRE

# PETOFI OU L'INCROYABLE BOUILLONNEMENT

*Au moment du soulèvement auquel il participe activement, Miklos R. est étudiant à Budapest. Il décrit pour « Rouge » les événements vus de l'université.*

□ *Que faisiez-vous en 1956 ? Quelle était la situation à l'université ?*

Miklos R. — Après le XX<sup>e</sup> Congrès, au printemps 1956, l'ambiance était très tendue. Mais à l'époque, les étudiants ne s'étaient pas encore organisés. Ils suivaient avec une grande attention les activités du Cercle Petöfi. Chacun y allait pour écouter, suivre les débats et même gueuler, interpellé les animateurs.

□ *Parlez-nous justement de ce Cercle Petöfi.*

M. R. — C'était le cercle de débat politique des jeunes intellectuels et des étudiants. Au début, il dépendait du secrétariat à l'agit-prop des Jeunesses communistes. Virtuellement, le Cercle Petöfi devint très actif après le XX<sup>e</sup> Congrès. Il s'agissait vraiment d'un club de réflexion et de discussion. Ceux qui l'avaient créé pensaient ainsi pouvoir atténuer les oppositions. Mais c'est le contraire qui advint. Tous

les sujets traités débouchaient sur les questions d'actualité.

A l'origine, une salle moyenne était prévue pour les réunions, mais il fallut très rapidement en changer à cause de l'affluence. La plus grande réunion se tint sur la question de la presse

au début de l'été. C'était la cinquième fois qu'on changeait de salle. Mais, là encore, ce fut insuffisant et l'on dut installer des hauts-parleurs dans la rue. (...)

□ *Après un été relativement calme, qu'est-ce qui*

*conduisit à la manifestation-insurrection du 23 octobre ?*

M. R. — Le remplacement de Rakosi par Gerő en juin n'avait rien changé, bien que des gens comme Kadar aient pris plus d'importance. Pour le peuple, il

n'apparaissait qu'une solution pour débloquer la situation : remettre Imre Nagy au pouvoir. La pression populaire s'accroissait. Elle se traduisait tout d'abord dans les milieux littéraires et dans la presse où s'exprimait l'intelligentsia.

A l'université aussi, l'atmosphère devenait de plus en plus tendue. A la mi-septembre se produisit un tournant décisif. Les étudiants de Szeged (une ville du sud du pays) quittèrent les Jeunesses communistes et reconstruisirent des organisations indépendantes ayant existé jusqu'en 1948. L'exemple fut immédiatement suivi par les autres universités.

Au cours de réunions très orageuses, les étudiants avancèrent leurs revendications. Ils réclamaient surtout le retour de Nagy. A l'université technique, les étudiants décidèrent de manifester si Nagy ne revenait pas au pouvoir. Après le tournant polonais, l'ultimatum devint réalité et on tint la date du 23 octobre.

Symbole de la révolution : la rue mobilisée autour de la statue abattue de Staline.



CONSEILS INSURGÉS



Des arrestations par centaines, des morts par milliers : l'espoir noyé dans le sang par les tanks.

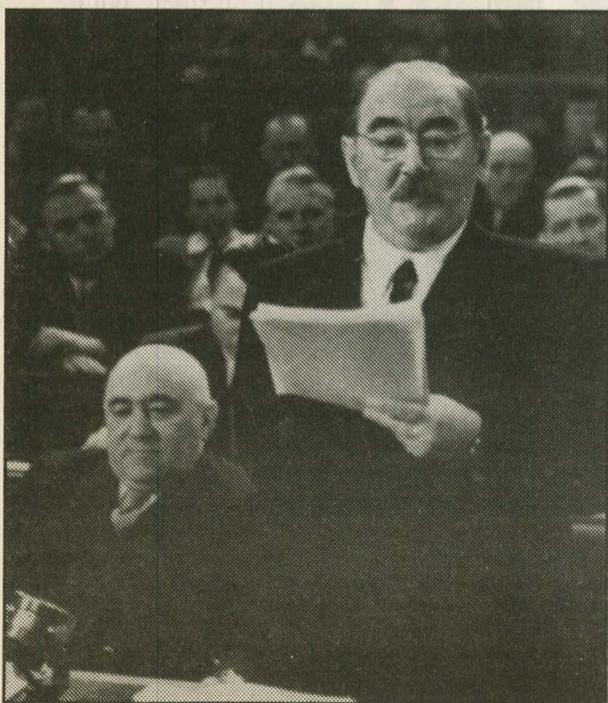
Ce jour-là, à 10 heures, le ministère de l'Intérieur annonça officiellement que la manifestation était interdite. Les différentes structures et organisations d'intellectuels et d'étudiants envoyèrent des délégations auprès du comité central. Vers midi, il était clair que le gouvernement ne pourrait pas empêcher la démonstration et il annonça son autorisation. Tous les professeurs décidèrent alors de s'y joindre. La pression sur le gouvernement était énorme. Les écoles militaires avaient pris la même décision. De son côté, la préfecture de police annonça qu'elle n'interviendrait pas contre les manifestants. (...)

A 13 heures, un cortège démarrait de la statue de Petöfi, située à côté de l'université de lettres de Pest. Côté Buda, à la même heure, un autre défilé s'ébranlait de l'université technique. Nous devons nous rencontrer à la statue du général Bem (un patriote hongrois de 1848), tout un symbole. Peu à peu, les étudiants furent rejoints par les passants puis par les gens sortant du travail. Par-

tout, on sentait l'enthousiasme et la sympathie à notre égard, même du côté de la police. Nos slogans étaient repris par tous : « *Nous ne nous arrêterons pas à mi-chemin, qu'il crève le stalinisme !* », « *La nouvelle vague veut une nouvelle ligne et de nouveaux dirigeants !* »

Tout se passa bien jusqu'à la place Bem. Les deux cortèges se rejoignirent et se dirigèrent vers le Parlement. La foule réclamait Nagy. Il apparut et fit un très court discours d'apaisement. (...) Pendant ce temps, les ouvriers de Csepel arrivaient par camions entiers.

C'est à ce moment que le soulèvement commença, grâce à l'arrivée des ouvriers de banlieue. Mais personne n'était encore armé. A la radio, on refusait de laisser entrer les manifestants pour qu'ils lisent leurs revendications. Les gardes tirèrent. La nouvelle se répandit comme une trainée de poudre. Des soldats de la caserne Kilian vinrent nous rejoindre avec des fusils légers. Et beaucoup d'ouvriers et d'apprentis décidèrent à ce moment d'utiliser leurs camions pour aller chercher des armes (...).



## CONSEILS INSURGES

Suite de la page 13

sisent de liquider Rakosi et de le remplacer par... son fidèle lieutenant Gerö. Cette mesure ne peut toutefois permettre de regagner la confiance des intellectuels. Ceux-ci poursuivent leur agitation en faveur de Nagy et se voient bientôt rejoints par les étudiants.

L'opposition perçoit la victoire de Gomulka en Pologne comme un encouragement à poursuivre la lutte. Les étudiants et le Cercle Petöfi appellent donc à une manifestation le 23 octobre, en solidarité avec les Polonais. C'est le premier grand rassemblement antistalinien. La foule dénonce les crimes de Rakosi et consorts, exige le départ des troupes soviétiques

stationnées en Hongrie depuis la guerre, un gouvernement Nagy, un socialisme démocratique.

Vers 18 heures, un tournant décisif s'opère. Sortant de leurs usines, les ouvriers rejoignent en masse la manifestation. Ils ne reprendront le travail qu'un mois plus tard. Devant le Parlement, la foule réclame Nagy. Présent, celui-ci se contente de lancer un appel au calme. Gerö, lui, prend la parole pour rejeter toutes les exigences des manifestants. Deux cortèges se forment alors. L'un se rend vers la gigantesque statue de Staline qui est symboliquement abattue. L'autre se dirige vers l'immeuble de la radio, protégé par les flics

Suite page 15

## L'EPOPEE DES CONSEILS

# ILS VOULAIENT VIVRE SANS PEUR

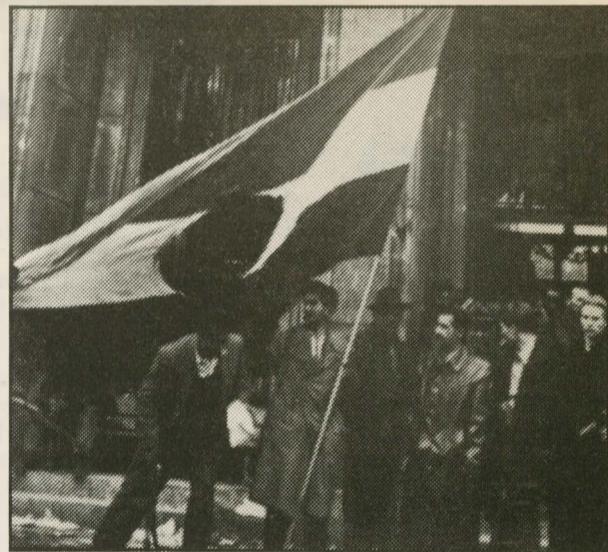
*A vingt-trois ans, Sandor Racz, ouvrier métallurgiste, devient président du Conseil ouvrier central du Grand-Budapest. Il négocie à ce titre avec le gouvernement de Kadar, après la seconde intervention soviétique. Arrêté, il est condamné à la prison à vie, avant d'être amnistié en 1963. Il témoigne.*

□ *Qu'avez-vous fait après la seconde intervention ?*

Sandor Racz — Jusqu'au 8, rien. Ce jour-là, nous avons convoqué une réunion du conseil ouvrier du district dans le grand hall de l'usine d'outillage. Une centaine de délégués environ se sont présentés. Nous voulions donner un peu d'espoir aux gars. Nous pensions tous que les conseils ouvriers avaient à ce moment un rôle actif à jouer. Jusque-là, nous n'étions pas intervenus dans les événements politiques, car nous faisons confiance à Imre Nagy. Mais nous pensions qu'il fallait essayer de sauver le plus possible de droits pour lesquels nous nous étions battus (...).

□ *Que s'est-il passé le 12 novembre ? Qui est venu à la réunion des conseils, à l'usine Béloiannisz, et quelles décisions avez-vous prises ?*

S. R. — Les délégués des conseils affluaient à la réunion (...). C'est là que les revendications politiques furent élaborées : retrait des troupes soviétiques, retour d'Imre Nagy à la tête du gouvernement, reconnaissance légale des conseils ouvriers et des comités révolutionnaires. Ces revendications furent approuvées à main levée. C'est impor-



Sur les drapeaux, un trou remplaçait l'emblème du régime.

tant parce qu'ainsi, le 14, Sandor Bali arriva avec ce programme à la réunion de fondation du Conseil ouvrier central (...)

(Une fois le Conseil central créé, des négociations s'ouvrirent avec le gouvernement — à la demande de celui-ci —, et Sandor Racz était le plus jeune membre de la délégation.)

□ *Quand avez-vous rencontré le gouvernement ?*

S. R. — On était convenu avec Jozsef Sandor (le représentant du gouvernement) que le meeting se tiendrait le 14 au soir à 20 h. Mais Kadar n'arriva qu'à minuit. J'ai bien vu

pourquoi il nous faisait attendre. On nous a emmenés dans la salle de réunion et plusieurs membres du gouvernement sont entrés et se sont mis à nous presser de questions. Puis ils se sont éclipés. Kadar savait ainsi à l'avance ce qu'on allait lui demander (...).

A minuit, Kadar arriva. On s'était mis d'accord pour que les négociations soient retransmises à la radio. Mais d'emblée, Kadar repoussa les micros en disant : « *Je ne peux pas parler avec ça.* » Notre accord était donc rompu. A mon avis, on aurait dû se lever et partir. Mais notre président — Dévényi — ne se conduisit pas comme un ouvrier

Suite de la page 14

détestés de l'AVH (les « Avos ») qui tuent trois manifestants. L'insurrection débute.

L'armée hongroise envoyée pour rétablir l'ordre se solidarise, soldats et officiers mêlés, fournit même des armes aux manifestants. La police reste neutre. Les staliniens n'ont alors plus qu'un recours : dans la nuit du 23 au 24 octobre, ils demandent l'intervention des troupes soviétiques.

Le comité central fait parallèlement appel à Nagy

pour former le nouveau gouvernement. Son acceptation ne calme pourtant pas les insurgés, Gerö restant secrétaire général du parti et de nombreux staliniens demeurant aux postes-clés.

## NAISSANCE DES CONSEILS

Malgré la présence des tanks soviétiques, la foule se rassemble de nouveau le 24 au matin pour de-

mander le départ de Gerö. Les chars russes tirent, faisant plus de trois cents morts. Dans tous les quartiers ouvriers de la capitale, des combats sanglants se livrent.

En province, la situation se révèle plus favorable aux insurgés. Dans plusieurs centres industriels, des conseils ouvriers sont formés. Ils prennent le contrôle de la situation et se centralisent au niveau de la ville (comme à Miskolc) ou de la région (comme à Borsod). Le mouvement fait tache d'huile et, à Budapest, des conseils sont formés dans toutes les grandes usines. On appelle à la grève générale. Les mots d'ordre sont sans ambiguïté : les usines aux ouvriers, la terre aux paysans, contre le retour des anciens propriétaires mais aussi contre la mainmise de l'appareil du parti sur la propriété collective, pour l'autorisation des partis démocratiques et des élections libres, pour le retrait des troupes soviétiques et un gouvernement Nagy sans staliniens.

Au moment où ils généralisent leur organisation propre, les ouvriers hongrois n'envisagent pourtant pas de faire jouer un rôle politique à leurs conseils. Ils laissent cette tâche aux communistes réformistes qui, avec les staliniens, représentent la seule force politique organisée.

S'ils ne dirigent pas la révolution, les réformistes subissent néanmoins la pression du mouvement des conseils. Fin octobre, tous les staliniens sont chassés du gouvernement Nagy dans lequel entrent des représentants des insurgés et d'autres forces politiques. Un nouveau parti communiste se forme ; d'autres formations se constituent. Nagy reconnaît les conseils. Il annonce la formation d'une nouvelle milice ouvrière, le retrait des troupes russes, puis celui, unilatéral, de la Hongrie du Pacte de Varsovie.

## SECONDE INTERVENTION SOVIETIQUE

Cela représente un signal d'alarme pour les Soviétiques qui font de nouveau intervenir leurs chars le 4 novembre. Cette fois, la répression est féroce, mais il faut une semaine pour venir à bout de la résistance. Si les Hongrois se retrouvent désarmés, les occupants ne parviennent cependant pas à faire reprendre le travail aux ouvriers. La grève reste totale. Les conseils se renforcent même et se centralisent. A la répression, il devient nécessaire de substituer une manœuvre politique. Janos Kadar en est le principal instrument. Figure de premier plan de la lutte contre Rakosi et Gerö jusqu'au 3 novembre, c'est lui qui fait appel aux troupes soviétiques le 4. C'est à lui que revient la tâche d'écraser les conseils.

La révolution hongroise entre alors dans une nouvelle phase. Les 11 et 12 novembre naît le Conseil ouvrier central du Grand Budapest, qui ne parvient à aucun moment à s'étendre à tout le pays. Avant de reprendre le travail, il exige le retrait des Soviétiques, la formation d'un gouvernement Nagy, la reconnaissance des conseils ouvriers. Des négociations difficiles, aggravées par le début de l'hiver, s'engagent. Le 16 novembre, le Conseil central appelle à la reprise du travail, tout en poursuivant les pourparlers.

Kadar allie conciliation et répression. Il fait adopter une loi reconnaissant les conseils, mais les réduit à des simples organes de cogestion. Le 6 décembre, il ordonne l'arrestation d'une centaine de dirigeants ouvriers et, au cours des jours suivants, il intensifie la répression en province. La conciliation avec Kadar s'étant avérée impossible, les conseils appellent à une grève générale de protestation pour les 11 et 12 décembre. Le succès est total. Face au mouvement, Kadar impose la loi martiale, déclare la mise hors la loi des conseils et fait emprisonner des centaines d'ouvriers. Les conseils hongrois vont bientôt être écrasés.

A. L.

1. Du nom de Sandor Petöfi, l'un des héros des luttes pour l'indépendance hongroise des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.



Malgré les chars, le mouvement des conseils se poursuit. Ici, la réunion du comité révolutionnaire à Gyper.

aurait dû le faire. Il se lamentait, pleurnichait, se tordait les mains. Il était pitoyable.

□ *Etes-vous arrivés à un accord ?*

S. R. — Un accord ? Au contraire. On était là, en train de négocier dans les bureaux du Premier ministre qui surplombent le Danube, quand on entendit les coups de feu venant précisément de cette direction. Alors là, j'ai senti que je devais dire quelque chose. Je me suis levé et je leur ai lancé : « On est là à radoter comme des vieilles femmes au marché pendant que dehors on est en train de tuer des ouvriers hongrois. Et personne dans cette pièce ne se sent responsable ! » Kadar a bondi et déclaré qu'il ne supporterait pas qu'on parle sur ce ton (...). L'atmosphère se détériora et les négociations furent interrompues (...).

**Il faudra une semaine au Kremlin pour venir à bout de la résistance et désarmer les ouvriers.**



□ *Que s'est-il passé après la rupture ?*

S. R. — Le lendemain matin, une réunion du Conseil central avait été convoquée. Après le compte rendu de Devényi, j'ai demandé la parole et je leur ai raconté ce qui s'était passé au Parlement. Puis j'ai présenté une motion de non confiance à Devényi (...). Un vif débat s'est engagé. Ceux qui avaient la cinquantaine tendaient à parler en faveur de Devényi, pensant qu'il pourrait arriver à quelque chose en négociant. Mais ceux qui avaient moins de quarante ans prenaient une position plus radicale (...). Ensuite, il y eut un vote secret pour élire un nouveau président et tout le monde a voté pour moi (...).

□ *Quelles étaient les positions de la nouvelle direction du Conseil central ?*

S. R. — Tout d'abord, que nous devions reprendre le travail et ramener les ouvriers dans les usines. Nous ne pouvions permettre à la bande de Kadar d'être seule à donner du travail et du pain aux ouvriers parce que cela lui permettrait de les manipuler. Si le Conseil central pouvait ramener les hommes dans les usines, nous estimions que cela renforcerait sa position (...). Donc, le 16 novembre, nous nous sommes rendus au Parlement pour de nouvelles négociations avec ce plan et un tract appelant à reprendre le travail. J'ai lu l'appel à la radio (...). C'est là qu'un membre du gouvernement a proposé que trois membres du Conseil central soient inclus dans le gouvernement. Je lui ai répondu : « A quoi vous pensez ? Vous pensez que c'est pour ça qu'on m'a envoyé ici, pour arracher quelques postes ministériels ? Il vaudrait mieux répondre à nos questions. Quand les troupes soviétiques vont-elles partir ? Quand Imre Nagy reviendra-t-il à la tête du gouvernement et quand reconnaîtra-t-on légalement les conseils ouvriers ? »

□ *Comment avez-vous envisagé la formation d'une structure nationale des conseils ouvriers ?*

S. R. — Le conseil ouvrier national ne fut jamais formé. Nous avons convoqué les délégués des conseils de tout le pays à une réunion le 21 novembre, à 8 h du matin, au palais des Sports. Plusieurs centaines sont venus. Mais le stade se trouvait complètement entouré par les tanks

soviétiques. Nous sommes ensuite allés au local du syndicat des ouvriers du bâtiment, mais les Russes ne nous ont pas laissé entrer non plus. Finalement, soixante-dix délégués environ se sont retrouvés dans un autre local. Mais il n'y avait plus qu'un ou deux délégués de province. C'est pourquoi nous n'avons pas pu former le Conseil national.

□ *Comment s'est développé ultérieurement l'affrontement avec le gouvernement ?*

S. R. — (...) Nous avons appelé à une autre conférence nationale le 8 décembre. Elle commença à 9 h le matin, au local du syndicat des ouvriers du bâtiment. (...) A midi, on reçut un coup de téléphone important : à Salgotarjan, on était en train de tirer sur les ouvriers. Il y avait déjà cinquante morts (...). L'atmosphère était déjà très tendue. Les délégués ont pris la parole les uns après les autres, et un appel à une grève générale de quarante-huit heures fut ratifié à l'unanimité (...).

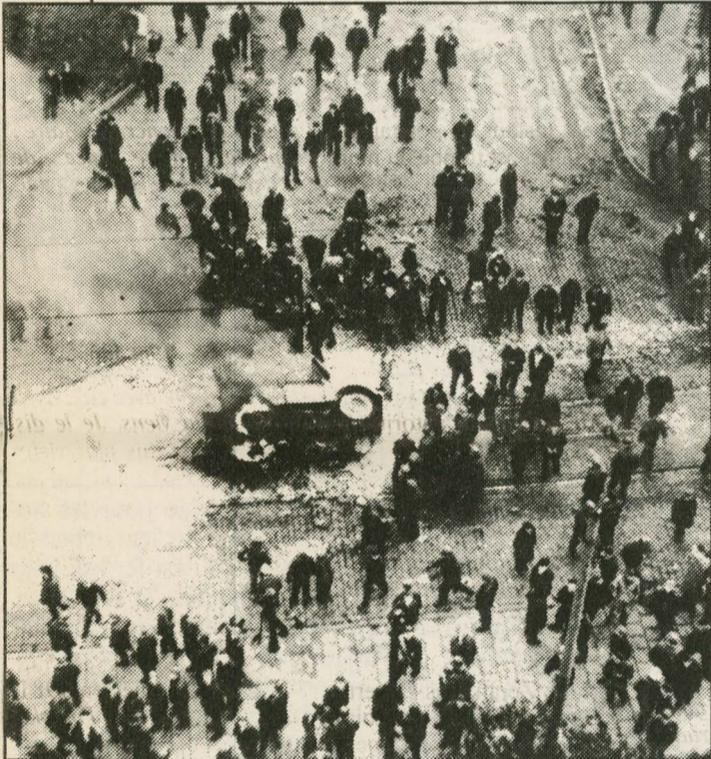
Le Conseil central élabore également un appel aux ouvriers du monde entier, leur demandant de soutenir les ouvriers hongrois dans leur lutte pour une vie sans peur. En fait, la grève des 11 et 12 décembre et cet appel furent les dernières choses que nous avons faites. Nous n'avons plus rien à dire à la bande de Kadar qui, au lieu de négocier, nous faisait tirer dessus.

Témoignage extrait du journal samizdat hongrois *Beszélt*

# OCTOBRE S'ECRIT AUSSI EN POLONAIS

OCTOBRE  
EN POLOGNE

En juin 1956, les émeutes de Poznan donnent le coup d'envoi de la révolte des ouvriers polonais et hongrois. En Pologne aussi, les conseils se multiplient dans tout le pays. Mais Gomulka parvient pourtant à garder le contrôle de la situation et à ligoter la révolution.



Des émeutes et des conseils de 1956 au comité de grève de Gdansk en 1980 : la longue marche de la classe ouvrière pour son organisation propre.



En Pologne, la libéralisation était venue d'en haut et constituait une réaction d'autodéfense de l'appareil face au danger que représentait l'autonomisation et la montée en puissance de la police politique. La direction du parti polonais craignait en même temps que la grogne de la population devant la stagnation, voire la baisse des revenus des travailleurs, ne débouche, à la faveur de l'ouverture, sur un mouvement des masses. Le souvenir de la vague de grèves avec occupation de 1951 dans les mines polonaises était encore frais.

## LE PROCESSUS CONTESTÉ

Jusqu'au début de 1956, le processus de « libéralisation contrôlée » semble se dérouler comme prévu. Le centre bureaucratique réussit à réorganiser l'appareil de sécurité : le ministère de la Sécurité publique est dissous en décembre 1954 et remplacé par un comité soumis au nouveau ministre de l'Intérieur ; un certain nombre de dirigeants emprisonnés avant 1953 – dont l'ex-premier secrétaire, Wladyslaw Gomulka – sont libérés.

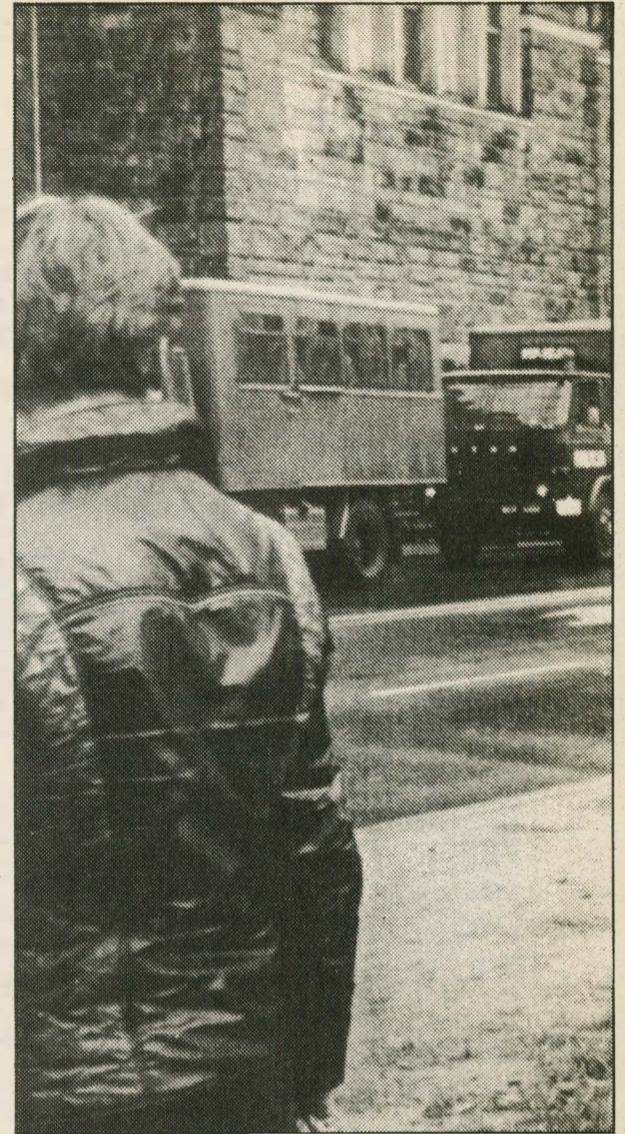
Cependant, dans le parti, dans la presse, au sein de l'intelligentsia, les premiers signes de mécontentement voient le jour : courant 1955, les clubs d'intellectuels foisonnent tandis que la presse commence à publier des articles critiques. Un journal pour la jeunesse, *Po Prostu* (Tout simplement) s'autonomise et commence, par ses articles, à servir de point de ralliement à une opposition latente.

Le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS agit comme un accélérateur. La mort à Moscou, en mars 1956, de Boleslaw Bierut, premier secrétaire du parti polonais, envenime les luttes au sein du parti. Et la publication par l'aile réformatrice de l'appareil du rapport secret de Khrouchtchev enclenche au sein du parti un véritable débat qui touchera l'ensemble des membres.

## L'EMEUTE

Durant tous ces événements, la classe ouvrière reste prudente, bien que les bouches commencent à s'ouvrir. En avril, lors d'une réunion des cadres du parti de Varsovie, les délégués de la fabrique de voitures FSO, se font les porte-parole des revendications ouvrières, exigeant plus qu'une simple hausse de salaires, des transformations démocratiques rapides.

Mais c'est de Poznan, grande ville industrielle, que jaillit l'étincelle. A la suite d'un relèvement des normes réduisant à néant la légère augmentation de salaires accordée précédemment, des débrayages se produisent d'abord dans le complexe métallurgique



Face à des soulèvements à répétition, une même réponse des bureaucrates : la force.

ZISPO (aujourd'hui H. Cegielski), puis dans les ateliers de réparation du matériel ferroviaire (ZNTK). Les dirigeants émergent des deux débrayages nouent des liens entre eux et prennent la décision, face à l'intransigence des directeurs et du gouvernement, d'appeler à une manifestation durant le déroulement de la Foire internationale de Poznan.

Le 28 juin, des dizaines de milliers d'ouvriers envahissent la ville et les dirigeants sont vite débordés. Les manifestants s'emparent de la prison, libèrent les prisonniers, détruisent les installations de brouillage des radios étrangères (symbole haï du contrôle bureaucratique des consciences), mettent à sac le siège du tribunal... Devant le siège de la Sécurité, des coups de feu, vite transformés en fusillade générale, accueillent la foule. A la mi-journée, les premiers détachements de l'armée envoyés pour réprimer la foule sont désarmés par les manifestants et nombre de soldats et d'officiers se joignent à la masse. Les armes sont prises dans les commissariats et à l'école des officiers toute proche. C'est l'insurrection. Mais les insurgés n'ont pas de direction.

Dans l'après-midi, deux divisions blindées et un régiment d'infanterie occupent la ville. Le couvre-feu est décrété, les insurgés refluent. 75 morts (selon la rumeur persistante, 19 officiers coupables d'avoir rejoint les travailleurs ont été, de plus, passés par les armes), 900 blessés et 750 arrestations : c'est le prix que fait payer le régime pour rétablir l'ordre<sup>1</sup>. Un régime qui admet que des problèmes réels sont à la source de la révolte, mais que cette révolte ne peut qu'être le fruit des agissements d'« espions impérialistes ».

## RECU DU REGIME

« Le dégel était généralement approuvé par le pouvoir et rentrait dans le cadre des structures existantes et de la politique officielle. L'explosion de Poznan a fait éclater ce cadre et ces arrangements », écrivait, vingt-cinq ans plus tard, Artur Hajnicz<sup>2</sup>, un

Suite page 17

# DEVENIR DE VRAIS GERANTS

Il y a trente ans, Lechoslaw Gozdzik est secrétaire du POUP de l'usine automobile FSO de Varsovie, d'où partent les premiers conseils, durant l'été. Il devient le principal dirigeant ouvrier du pays. Limogé en 1957, il quitte la capitale pour devenir marin-pêcheur sur les bords de la Baltique, il livre son point de vue en 1981.

**E**n avril 1956, il y avait eu une réunion de l'actif du parti et j'étais déjà secrétaire du comité de l'usine FSO. J'ai dit que nous voulions la clarté dans le parti, la démocratie dans l'Etat, la liquidation de la censure... Ils m'ont bien attaqué. Et je serais sans doute devenu, depuis bien plus longtemps, un « sans-parti », s'il n'y avait eu Ochab. Mais il avait déclaré que j'étais l'expression des sentiments de mon organisation de base dans le parti, qu'il fallait écouter ma voix, comme celle des mas-

ses, et on m'a laissé en paix. »  
 □ « Depuis quand êtes-vous "sans-parti" ? »

« Depuis décembre 1970. Le copain chez qui j'avais dormi était parti le matin à Gdynia et il est revenu, tremblant des pieds à la tête, disant qu'ils descendaient les gens. Quand je suis arrivé sur place, tout était fini. Seuls circulaient les fourgons de la milice et les ambulances. Celui qui avait fait cela était un homme en qui j'avais cru, à qui j'avais frayé le chemin du pouvoir.

Dans tout ça, il me revenait une part de responsabilité. A mon retour, je leur ai dit de me démissionner, parce que j'en avais fini avec tout ça.

« En 1956, nous, à Zeran, nous savions parfaitement ce que nous voulions. Nous savions que l'économie était inefficace, que Nowa Huta<sup>1</sup> n'avait pas de sens et qu'il aurait mieux valu réinvestir dans les anciennes aciéries. Nous savions que l'agriculture végétait et que les ouvriers n'avaient pas leur mot à dire.

« Nous avons gambé pour trouver un remède universel : les conseils ouvriers. Ils seraient les véritables gérants des usines, décidant des plans, contrôlant la direction, redressant les salaires. Et il fallait dire tout cela aux gens, en se rappelant constamment, en même temps, que quatre mois plus tôt, il y avait eu Poznan.

« Le plus important, c'était d'empêcher la foule de se répandre dans la rue. Quand il était trop tard, il fallait la reprendre en main, pour la retenir de partir dans une mauvaise direction. Un jour, c'est justement ce qui s'est passé, et les nôtres saisirent les drapeaux en tournant dans une autre rue. » (Cet épisode — saisir les drapeaux et conduire par une autre route — revient plusieurs fois dans les récits du pêcheur).

Aussitôt après, au meeting du palais de la Culture, où il se tenait à la tribune à côté de Gomulka, il avait senti que cet homme qui disait sèchement à cent mille hommes : « Nous n'avons pas besoin de vos alliances. Cessez de vous rassembler et allez travailler », employait des mots

qui n'étaient déjà plus les siens. Il avait donc assez vite commencé à comprendre que son temps passait. En décembre 1956, il déclara publiquement qu'à son avis, on perdait de vue Octobre. Mais Gomulka lui assura poliment — car on les photographiait encore volontiers ensemble — qu'on ne pouvait dire cela. Quand il le répéta encore à une réunion ouverte du parti, ajoutant que personne n'écoutait sérieusement les conseils ouvriers, Gomulka s'est énervé et il a même frappé du poing sur la table. A cet instant, le portrait de Gomulka est tombé du mur. Et Szalaszewski, le fraiseur de l'outilage, dit aussitôt à l'oreille du futur pêcheur que la chute de ce portrait n'était pas très bon signe.

Après cette réunion, on a convoqué le futur pêcheur à la commission de contrôle. Il reçut un blâme pour avoir porté atteinte à l'autorité du parti.

Les gens ne l'ont pas soutenu : « Il y a eu le plénum, il y a Gomulka. Et tu veux faire le mariole ! », lui ont-ils dit, car ils croyaient que tout allait bien se passer en Pologne. En 1957, il cessa d'être le secrétaire du parti de Zeran. Pas en vertu de son activité méritoire mais pour « comportement incompatible avec la dignité d'un secrétaire ».

C'est là que commence ce qu'on appelle un problème délicat. Le pêcheur en parle avec une aisance qui ne ressemble pas tout à fait à de la franchise. « Voilà, dit le pêcheur, on m'a déclaré que je ne pouvais rester secrétaire parce que je cassais les voitures de l'usine. » Comble d'infortune, il en a vraiment démoli.

« Ainsi, on m'a dit que je compromettais le parti et j'ai

cessé d'être secrétaire à FSO. Je suis retourné à l'outilage, je me suis inscrit au cours de technicien. Mais ça n'a pas suffi. On m'a dit que rien que ma présence à Zeran secrétait le trouble : "Les gens vous regardent, vous devez partir." »

Il est parti à T-12, comme serrurier et, quelques années plus tard, il a pris sa valise, y a mis deux chemises, un pantalon de rechange, son diplôme de technicien, et il s'est rendu à la gare. Il est descendu du train dans un chef-lieu de voïvodie, il a changé de train pour arriver dans la petite ville où nous sommes maintenant assis devant la télévision. Supposons, lui dis-je, que l'autre, le Leszek à moustaches [Lech Walesa] soit assis à côté de vous. Est-ce que vous auriez quelque chose à lui dire ? « Je lui dirais : "Toi, tu en es arrivé où je me suis arrêté.

"Mais si tu avais envie de m'entendre, j'aurais une proposition concrète à faire : reprenez notre idée de conseils ouvriers. Les nouveaux syndicats vont défendre, ils ne vont pas gérer. On ne peut pas s'occuper des deux à la fois et la production aussi doit être entre les mains des ouvriers.

"Et encore une chose, Leszek. Reste avec eux. Avec eux d'où tu viens. Je le dis parce que je suis plus vieux que toi. Pour que tu ne t'imagines pas un jour que tu sais un tout petit peu mieux ou que tu en sais un tout petit peu plus qu'eux..." »

Propos recueillis par Hanna Krall et publiés en 1981 par Polityka

1. Nowa Huta (la nouvelle forge) est le nom de l'ensemble sidérurgique géant construit à vingt kilomètres de Cracovie pour contrebalancer l'influence jugée trop bourgeoise de l'ancienne capitale polonaise. Nowa Huta fut le symbole de l'industrialisation de l'après-guerre, la cité de l'Homme de marbre, le film de Wajda. Voulu une réalisation encore plus prestigieuse par la taille, Gierek fit construire, en Silésie, Huta Katowice, dans les années soixante-dix, sans tenir compte non plus des déséquilibres économiques et écologiques entraînés.

OCTOBRE EN POLOGNE

« La production aussi doit être aux mains des ouvriers. »



Suite de la page 16

des principaux inspirateurs des conseils ouvriers en 1956. Et de fait, après Poznan, l'initiative échappe aux mains de l'appareil. Celui-ci va désormais reculer devant la pression montante du mouvement de masse.

Durant l'été 1956, à l'initiative des travailleurs de FSO et de la fabrique de motos WFM de Varsovie, des conseils apparaissent. Le virus de la critique s'empare de la presse tandis que la masse des militants du parti commence à agir activement et que des meetings, de plus en plus larges, se tiennent.

Sous cette pression, les tensions s'exacerbent au sein de la bureaucratie. Alors que la fraction libérale, à la recherche d'une solution politique, opte pour le

rappel de Gomulka (emprisonné de 1948 à 1954 et donc non compromis) à la tête du parti, les « conservateurs » préparent un coup de force. Le VIII<sup>e</sup> Plénum du comité central du POUP doit décider laquelle des deux fractions l'emportera. Il est convoqué pour le 19 octobre.

De Poméranie, une force militaire dépendant du général Huszcza, un des conservateurs, se met en route vers Varsovie. Les armées et la marine soviétiques stationnées en Pologne sont mises en alerte et quittent leurs bases. En face, c'est la mobilisation populaire : la milice ouvrière de FSO — seul détachement alors armé parmi les nombreuses gardes ouvrières formées dans les entreprises — forte de huit cents

fusils et quelques mitraillettes, se porte au devant des détachements du général Huszcza. Les travailleurs doivent désintégrer politiquement ces troupes. C'est ainsi qu'ils se mêleront à elles, discuteront avec les soldats qui arrêteront leur avancée. A Varsovie, un meeting de masse se déroule à l'école polytechnique. Les responsables du parti de Varsovie informent les participants des débats du plénum. L'affrontement est tout près...

C'est alors que Khrouchtchev, arrivé à Varsovie à la tête d'une impressionnante délégation, accepte le choix de Gomulka. Les troupes soviétiques regagnent leurs bases et les travailleurs ont l'impression d'avoir

Suite page 18

OCTOBRE  
EN POLOGNE



Au cœur des manifestations en 1981, le souvenir de 1956.

## LA REVOLTE COMMENCE EN JUIN

# L'ETINCELLE DE POZNAN

*Lors des événements, Stanislaw Matyja a vingt-sept ans. Charpentier à la fabrique de wagons W-3 de Zispo, il est depuis trois ans le leader officieux des ouvriers. Arrêté à la suite des émeutes de juin, il est libéré grâce à l'ultimatum lancé au pouvoir par ses camarades. Licencié en 1958, il ne retrouve du travail que quinze ans plus tard. Membre d'honneur du Solidarnosc, il est mort en 1985.*

**E**n mai 1956, les représentants du Conseil central des syndicats et de la direction du syndicat des métallurgistes sont venus par deux fois à ZISPO. Ils n'ont rien répondu à nos revendications. J'ai alors dit que si nous n'avions pas satisfaction, nous sortirions dans la rue. Auparavant, j'avais déjà noué des contacts avec diverses entreprises, comme ZNTK, Wiepofama, l'abattoir municipal et même la fabrique des machines agri-

coles, ainsi que Stomil. Les gens ont manifesté de l'intérêt. Nous travaillions dans le respect des règles claudes. On était à ce point solidaires que j'ai pu faire passer dans d'autres entreprises l'information qu'à ZISPO un mouvement se préparait. Je leur ai dit : « Faites bien attention, lorsque vous entendrez un jour la sirène de l'usine après 6 heures du matin, cela voudra dire qu'on part en manifestation, alors sortez vous aussi. »

Poznan 1956. La foule dans les rues.



Le 20 juin, de nouvelles assemblées générales eurent lieu. Nous cherchions à discuter avec le directeur ; il ne voulait pas. Au début de nos tentatives, les travailleurs étaient désunis, mais avec le temps tous sont devenus solidaires. Comme le directeur s'est révélé incapable de nous donner satisfaction — et qu'il a cherché à semer la discorde en s'appuyant sur les travailleurs membres du parti —, nous avons décidé d'élire des délégués et d'exiger une discussion avec des représentants du gouvernement ou du Conseil central des syndicats. Des gens de Varsovie sont effectivement venus, mais ils se conduisaient comme s'ils ne comprenaient pas ce que nous leur disions. J'ai alors répété : « Si nous n'obtenons pas satisfaction, nous sortirons dans la rue ; nous profiterons de la tenue de la Foire internationale pour montrer aux yeux du monde que dans notre socialisme, il y a trop de mensonges, que partout on met en avant les acquis, dont nous, les ouvriers, ne profitons pas. » On nous a proposé d'envoyer une délégation à Varsovie, ce que nous avons fait.

A Varsovie, nous avons rencontré le ministre de l'Industrie mécanique, Fidelski. Il nous a tout promis. C'était trop beau. Nous avons exigé qu'il vienne l'annoncer lui-même à ZISPO.

En rentrant à ZISPO, le 27 juin, nous avons crié victoire. Mais devant l'assemblée générale, après nous avoir laissé parler, le ministre a présenté le contraire de ce que nous avions convenu. Ce fut l'explosion de colère, de loin les ouvriers ont commencé à agiter la corde, nous étions obligés d'intervenir pour empêcher le lynchage du ministre. J'ai dit alors au ministre que notre rôle de délégués était fini. Je suis rentré chez moi, en sachant que le lendemain tout allait recommencer...

Tiré de  
*Tygodnik Solidarnosc*  
du 26 juin 1981

Suite de la page 17  
rempoorté la victoire. Dans les semaines qui suivent, le pays est en effervescence : partout se tiennent des meetings et des conseils ouvriers naissent dans la plupart des entreprises. « La révolution s'est accomplie », proclame l'organe de la gauche la plus radicale, *Po Prostu*<sup>3</sup>. En fait, il n'en est rien.

## UNE REVOLUTION BAILLONNEE

Jouissant d'un soutien populaire sans pareil, Gomulka, homme d'appareil, même s'il connut quelque temps la disgrâce, décide de consolider l'édifice lézardé. La bureaucratie reprend l'initiative. Elle fait plusieurs concessions : amnistie des prisonniers politiques, décollectivisation des campagnes, légalisation des conseils ouvriers, réforme électorale, libération du cardinal Wyszynski, primat de Pologne, et normalisation des relations avec l'Eglise, nouveaux accords commerciaux avec l'URSS mettant fin à l'exploitation criante des richesses nationales... Mais tout cela préserve la structure du pouvoir. Ce sera particulièrement frappant dans les entreprises, où les conseils ouvriers n'auront prise sur aucune décision vitale.

Les élections législatives de janvier 1957 sont un premier pas sur la voie de la normalisation. Gomulka, avec l'appui de l'Eglise, qui a obtenu l'inscription de quelques intellectuels catholiques en position éligible sur la liste unique, appelle à voter sans faire usage du droit de rayer les noms. Et, pour la première fois dans l'histoire de la Pologne « populaire », le régime obtient la majorité sans avoir besoin de falsifier les votes. Dès février, les représentants les plus « à gauche » sont éliminés des places fortes occupées dans l'appareil : l'organe du parti, *Trybuna Ludu*, est repris en main, de même que le comité régional de Varsovie. Toute tentative des conseils ouvriers de gérer les entreprises, de se coordonner et de convoquer un congrès national est combattue comme « anarcho-syndicaliste ». En août, la grève des tramotots de Lodz est écrasée par la police. En octobre, *Po Prostu* est suspendu et la manifestation étudiante appelée pour protester contre cette mesure est sauvagement dispersée.

En avril 1958, Gomulka interdit les grèves et une nouvelle loi vide de tout contenu l'institution des conseils. La normalisation est achevée.

## LEÇONS D'OCTOBRE

Comment, malgré l'ampleur du bouillonnement révolutionnaire, le cours des événements peut-il être renversé si rapidement ? Principalement par l'absence de direction du mouvement révolutionnaire. La lutte pour le pouvoir est avant tout apparue comme une lutte à l'intérieur du parti. Les travailleurs ne se sont pas dotés d'organes indépendants, d'ampleur nationale, capables de coordonner leurs actions. La « gauche d'Octobre », issue du POUP (et partiellement de l'appareil de celui-ci), s'est montrée incapable de rompre à temps les liens qui l'unissaient à la bureaucratie et elle a orienté les masses vers une simple action de pression sur l'appareil. Confrontée au danger de l'intervention soviétique, elle a choisi « d'autolimiter » le mouvement et s'est complue dans une approche idéologique de l'action politique. Obsédée par le danger de « provocation », elle a freiné la dynamique populaire dès le retour de Gomulka.

La leçon de l'échec d'octobre 1956 n'a pas suffi pour que les travailleurs polonais comprennent la nécessité de s'organiser indépendamment de la bureaucratie. La conscience de cette nécessité n'est apparue que vingt ans plus tard, notamment avec Solidarnosc.

Cyril Smuga

1. Selon *Dodatek specjalny do SI UAM* n° 15, 1981.  
2. *Tygodnik Solidarnosc* n° 12, 1981.  
3. *Po Prostu*, 28 octobre 1956.

# LORSQU'ILS ETAIENT SOUS LE CHOC

LE CHOC  
DU XX<sup>e</sup> CONGRES

1956 marque un tournant dans l'histoire du mouvement communiste. Des militants de l'époque en témoignent ici. Tamara Samsonova, récemment exclue du PCUS, malgré ses convictions marxistes, avait alors trente ans. Rossana Rossanda, future animatrice d'Il Manifesto participa activement aux débats du PCI. Margot Heineman militait dans le petit parti britannique, gravement secoué. Et le Français Roger Codou se trouvait à Budapest, au moment de l'insurrection.



TAMARA SAMSONOVA

## LES ILLUSIONS PERDUES

Tu as vécu le XX<sup>e</sup> Congrès de très près. Tu es même allée faire un rapport sur ce congrès en Sibérie<sup>1</sup>. Peux-tu éclairer des réactions qui sont difficiles à comprendre ici.

Tamara Samsonova — La dictature de Staline était très compliquée. A l'Ouest, on pense que tout ne marchait qu'au knout. Mais ce n'est pas vrai. Il y avait aussi de l'enthousiasme. Un vrai enthousiasme. C'est très difficile à expliquer.

« Le parti est vite revenu dans le rang, comme avant mais avec une enveloppe nouvelle. »

Pourtant, tu savais qu'il y avait eu le Goulag. Ton père avait été arrêté...

T. S. — Je savais. Je pensais qu'il y avait beaucoup de fautes, d'erreurs. Jusqu'au XX<sup>e</sup> Congrès notre tête était remplie de clichés. Il y avait bien sûr des gens qui pensaient autrement, mais pas beaucoup. Le XX<sup>e</sup> Congrès a changé l'esprit, la conscience sociale.

Peux-tu dire quelles ont été les attentes à cette époque ?

T. S. — Le XX<sup>e</sup> Congrès a très profondément marqué la vie de notre pays, dans toutes les régions. Mais je parlerai seulement du changement d'état d'esprit parce que je l'ai vécu de très près

et parce que j'estime que c'est le principal résultat du XX<sup>e</sup> Congrès.

Au moment du XX<sup>e</sup> Congrès, j'avais environ trente ans. D'abord, ce fut l'espoir. Nous espérions que la décision de lutter contre le culte de Staline changerait notre façon de vivre. Nous pensions aller vers une démocratisation de notre pays et de notre parti et que notre tâche, à nous jeunes communistes, était d'y travailler.

Pourquoi tes parents avaient-ils été arrêtés ?

T. S. — Beaucoup de membres du parti sont allés en prison à cette époque sans raison. On les a arrêtés pour trotskysme alors qu'ils ne l'avaient jamais été...

Nous espérions donc un processus de démocratisation. Or, justement, après le XX<sup>e</sup> Congrès dans les différentes régions, on a pu vivre une telle libéralisation pendant une très courte période. Les gens pensaient avec leur tête et se mettaient à parler. La jeunesse discutait ouvertement de tous les problèmes. Il y avait des débats houleux dans de grandes salles remplies par des jeunes qui posaient des tas de questions.

Des étudiants ?

T. S. — Pas seulement. Beaucoup d'étudiants, mais aussi de jeunes travailleurs.

Mai 68, en France...

T. S. — Non, mais c'était inhabituel. De très grands poètes comme Evtouchenko, Brodsky, des écrivains se sont exprimés. Cette libéralisation n'atteignait pas seulement la sphère de la culture. La science et la philosophie, également... On a vu apparaître un certain nombre de « néo-marxistes ».

Ils s'appelaient eux-mêmes comme ça ?

T. S. — On ne les appelait pas comme ça, mais c'était ça. Ils avaient étudié sérieusement Marx et cherchaient à appliquer ses idées à notre vie. Auparavant, la vie était une chose et le marxisme une autre. Jusqu'au XX<sup>e</sup> Congrès, il n'y avait aucune pensée nouvelle. Notre réflexion c'était les discours de Staline et les textes du parti.

Après le XX<sup>e</sup> Congrès, nous avons pu faire marcher notre cerveau. Nous pouvions parler ouvertement de tout.

Nous pensions qu'il y aurait une véritable vie politique dans notre pays, qu'il serait possible de ne plus avoir un seul parti et que dans notre propre parti il pourrait y avoir des oppositions. Nous avons rapidement compris que ce n'était qu'illusions.

Et alors ?

T. S. — Nous étions honteux parce que nous comencions à comprendre nos erreurs, mais nous ne disions rien, alors que les étudiants tournaient déjà la pièce le Dragon contre le culte de Khrouchtchev.

Nos illusions ont duré jusqu'en 1968. Jusqu'à l'entrée en Tchécoslovaquie... Nous avons alors compris que notre parti n'avait pas subi de changement fondamental. Et nous avons à nouveau commencé à réfléchir. A cette époque sont apparus nos premiers dissidents. Les tous premiers étaient des opposants marxistes et socialistes. Mais, à la suite de l'invasion de la Tchécoslovaquie, des gens ont commencé à penser : « Si chez nous c'est le socialisme, il faut donc rejeter le socialisme qui est mauvais. » Ils ont cherché ailleurs. Vers les anciennes



idées. Toutefois, certains des dissidents restaient marxistes.

□ *Qu'est-il resté du XX<sup>e</sup> Congrès ?*

T. S. — La couche dirigeante du parti a essayé de revenir en arrière et de liquider les acquis du congrès. Deux courants existaient : les staliniens habituels et ceux qui étaient « anti ». Une lutte s'est engagée à l'intérieur du parti mais aucune tendance n'a gagné. Le parti est revenu à nouveau « dans le rang », comme avant, mais avec une « enveloppe » nouvelle.

□ *Un stalinisme à visage humain ?*

T. S. — Oui, mais seulement si tu mets des guillemets à « visage humain ». Le stalinisme a gagné sur le plan administratif, pas dans l'esprit des gens qui ne sont pas redevenus staliniens. Trente années après le XX<sup>e</sup> Congrès, l'espoir de la démocratisation n'a pas été confirmé ; néanmoins une piste est ouverte et différentes formes d'opposition au régime politique sont apparues, comme nos pacifistes indépendants.

□ *Comment Gorbatchev est-il perçu et que peut-il changer ?*

T. S. — Les gens croient en lui. Ils pensent cependant qu'il n'apportera pas de changements démocratiques. Par contre, des changements économiques se produiront. Et c'est important. Cependant, s'il ne touche pas à la sphère politique, tout ce qu'il entreprendra dans l'économie échouera. Dans notre type de société, l'un ne va pas sans l'autre.

□ *On lit des critiques dans les journaux soviétiques tout à fait officiels...*

T. S. — C'est vrai, mais cela ne concerne jamais les problèmes essentiels de notre société. A l'Ouest, Gorbatchev peut apparaître comme un libéral. Il a, c'est vrai, libéré quelques dissidents comme Orlov, ainsi que quelques Juifs. Mais c'est de la menue monnaie. Je suis très contente pour eux, bien sûr, mais cela ne change rien dans notre vie. Il faut l'amnistie pour tous les prisonniers politiques, le droit d'émigrer pour tous ceux qui le veulent et pas seulement pour quelques individus.

Propos recueillis  
par Catherine Verla

1. Cette expérience est relatée dans le numéro *Transsibérie* de la revue *Autrement* de février 1986.

ROSSANA ROSSANDA

## OPERATION A LA TOGLIATTI

Pour comprendre le débat qui se déroula entre juin et octobre 1956, il faut se rappeler que le PCI avait reçu les révélations du XX<sup>e</sup> Congrès avec enthousiasme, même les critiques de la vision simpliste qu'avait Staline de l'histoire ainsi que les violations de la légalité. Aux yeux du PCI, l'Union soviétique avait par là démontré qu'elle avait fait un pas essentiel vers « un socialisme mûr ». En gros, c'était le point de vue défendu par Isaac Deutscher et que la presse communiste

Approbation et prise de distance : Togliatti décida de chevaucher le tigre.



italienne avait, jusqu'ici, traité avec prudence. En conséquence, quand Pietro Nenni (dirigeant du PSI prosoviétique jusqu'en 1956) avait déclaré, au lendemain du XX<sup>e</sup> Congrès, que l'on se trouvait face à une « dégénérescence du système », il fut durement critiqué par le PCI. Mais le rapport secret de Khouchtchev avait changé la nature du problème. Car c'était une chose de parler de violations de la légalité, c'en était une autre de présenter Staline comme un vieillard assoiffé de sang, dont les méfaits touchaient au génocide. De telles accusations étaient délirantes et trop simples : un seul homme ne pouvait être rendu responsable d'actions de ce genre.

C'est pourquoi Togliatti est intervenu avec sa célèbre interview à *Nuovi Argomenti*, un journal non

communiste, sans avertir au préalable le secrétariat du parti. Dans cette interview, il commença à attaquer les insuffisances du rapport secret ainsi que le concept du « culte de la personnalité »\*.

L'interview de Togliatti ne fut pas bien reçue par l'URSS, ni par le PCF, ni même par d'autres dirigeants du PCI. Mais elle aida l'Octobre polonais et le soulèvement hongrois. C'est alors que le débat prit une tournure dramatique au sein du PCI, avec les photos de militants du parti pendus par des ouvriers en colère et l'entrée des tanks soviétiques à Budapest. Une fois de plus, Togliatti décida de chevaucher le tigre : dans un long communiqué, il défendit l'intervention soviétique mais, en même temps, il dénonça les erreurs du PC hongrois qui avait mené à l'insurrection. La direction invita le parti, à tous les niveaux, à ne pas prendre de mesures contre ceux qui adopteraient une position différente à propos des événements hongrois. En fait, la préoccupation essentielle de la direction était, d'une part, empêcher que le débat mette en cause le PCI lui-même et plus particulièrement Togliatti et, d'autre part, d'essayer, pour la première fois, de prendre ses distances avec

l'Union soviétique en présentant à son VIII<sup>e</sup> Congrès, fin 1956, un programme pour « une voix italienne au socialisme ».

Dans l'ensemble, l'opération réussit pour une série de raisons : le PCI n'essaya pas d'étouffer le débat, même si aujourd'hui celui-ci peut nous paraître inadéquat ; il eut recours de façon très limitée à des mesures disciplinaires ; le Parti socialiste commença à s'orienter vers la social-démocratie ; les organisations patronales essayèrent de tirer avantage de Budapest pour intensifier leur offensive dans les usines contre les organisations communistes qui avaient déjà subi de nombreuses attaques au cours des cinq années précédentes. Les militants communistes répondirent par un regain de mobilisation qui permit, quelques mois plus tard, de redonner un nouvel essor au mouvement ouvrier qui ne cessa, dès lors, de se développer.

Extrait de  
*Socialist Register*, 1976.

\* Dans cet article, Palmiro Togliatti dénonçait notamment « l'accumulation de phénomènes de bureaucratisation, de violation de la légalité, de stagnation et aussi, partiellement, de dégénérescence dans différents secteurs de l'organisme social ».

MARGOT HEINEMAN

## CRISE ET ECLATEMENT

Il est dur de rendre compte aujourd'hui du degré de choc et d'horreur avec lequel ces révélations sur le PCUS furent reçues parmi les communistes britanniques. Il devint rapidement évident que jamais plus notre soutien au PCUS et au gouvernement soviétique ne pourrait comme par le passé être accordé spontanément. (...) Ceux qui considéraient la répression et les exécutions comme peu importantes en comparaison des grands progrès de l'URSS étaient très peu nombreux (...).

De mars 1956 à l'été 1957 se déroula une discussion intense dans tout le parti et dans sa presse autour des problèmes soulevés par le XX<sup>e</sup> Congrès. De courtes lettres dans le *Daily Worker*, des lettres plus longues et des articles dans *World News* portent témoignage de la tentative de centaines de membres de réexaminer les bases fondamentales de leur propre pensée et de l'action des

communistes, de juger ce qui était faux et ce qui était encore valide dans notre approche du socialisme, de la démocratie, des rapports entre le parti et l'Etat, ainsi que des rapports de notre parti avec l'URSS. (...)

En octobre 1956, le PC britannique et sa direction furent en même temps confrontés à l'intervention britannique à Suez et à l'insurrection hongroise, sa répression par les troupes soviétiques et l'instauration du gouvernement Kadar soutenu par les Soviétiques. Le jour où le bureau politique se réunit pour discuter de la Hongrie, quarante mille personnes étaient rassemblées à Trafalgar Square pour exiger la fin de l'intervention britannique à Suez. Il semblait à beaucoup qu'une guerre mondiale était imminente. La direction du parti choisit d'amalgamer les deux événements, les présentant comme les deux facettes d'une offensive fasciste contre la paix.

Les événements hongrois

eux-mêmes et la déclaration du bureau politique déclencha un violent débat dans le parti (...). A un extrême on trouvait ceux qui dénonçaient le bureau politique comme complice de la répression ; à l'autre il y avait ceux qui disaient que les critiques facilitaient la contre-révolution. (...) Une majorité des membres étaient prêts à accepter la position de la direction, mais une forte minorité s'y opposait (...).

Devant les débats provoqués par la Hongrie, la direction décida de tenir un congrès spécial, en mars 1957. Au cours de sa préparation, elle interdit toute critique publique de la position du parti et suspendit les intellectuels (E. P. Thomson et John Saville) qui avaient commencé à publier une revue critique, *The Reasoner*. (...) Beaucoup d'entre nous pensaient que la direction aurait dû être plus ouverte et plus souple face à ces critiques. (...) La crise du communisme était très

profonde. L'unité ne pouvait pas être retrouvée par l'application d'une discipline plus sévère, qui ne faisait qu'accroître les divisions. (...)

Environ sept mille militants (environ un cinquième du total) ont démissionné avant le congrès et d'autres quittèrent le parti tout de suite après, y compris des gens comme Christopher Hill et Michael Barrat Brown (historiens réputés). Parmi les démissionnaires, on trouvait certains des intellectuels les plus renommés du parti, mais également des dirigeants syndicaux nationaux comme Bill Jones (TGWU), Bert Wynn et Lawrence Daly (NUM). Beaucoup d'entre nous, qui ne partageaient pas toutes les idées de la minorité, étaient indignés par les attaques lancées contre ces « intellectuels hésitants », comme si les ouvriers étaient moins préoccupés par la liberté de discussion.

Margot Heineman

Dans le parti français, les tentatives de la direction de dissimuler le rapport Khroutchev et son soutien à l'intervention en Hongrie furent largement facilitées par le déchainement des fascistes en France. Ici, lors de l'attaque du siège du PCF.



ROGER CODOU

# RUPTURE SUR LE TERRAIN

Nous sommes partis pour Budapest, à l'occasion de la commémoration du trentième anniversaire de la formation des Brigades internationales\*. Je me trouvais en compagnie de Marcel Sagnier, l'ancien commandant de notre brigade. Arrivés le samedi, nous avons participé à un meeting au cours duquel un ancien d'Espagne sortant de prison prit la parole. Il avait échappé de cinq ans.

Le lendemain, nous sommes allés faire une excursion au lac Balaton. De retour le mardi 23 octobre, nous avons remarqué, en traversant Budapest, des groupes de manifestants. Un peu intrigués, nous avons demandé des explications à nos camarades hongrois. Ils nous ont répondu : « Oh, c'est une manifestation du cercle Petöfi. Elle avait été interdite et puis autorisée. Mais c'est la fin de la manifestation. » Pourtant, au fur et à mesure que nous entrions dans la capitale, les groupes se faisaient de plus en plus compacts et de plus en plus nerveux. De jeunes manifestants montaient dans les immeubles officiels et décrochaient les étoiles rouges ornant les façades. Ces étoiles étaient piétinées avec rage par les manifestants. Nous sentions qu'il se passait quelque



Une fidélité sans failles au maître du Kremlin.

chose d'assez extraordinaire. Des camions se trouvaient parmi les manifestants, accompagnés de mortars. Tous ces gens se dirigeaient vers un point commun que nous avons déterminés par la suite comme étant la place des Héros où se dressait la statue de Staline.

## La chute de Staline

Notre hôtel étant à proximité de cette place, nous nous y sommes rendus. Là nous avons assisté à un spectacle extraordinaire. Les manifestants s'attaquaient à la statue de Staline. Deux d'entre eux, armés de chalumeaux, sectionnaient le monument à la hauteur des genoux. D'autres, juchés sur les épaules de Staline, arrimaient des élingues déjà reliées à des camions.

A un moment donné, les gars firent un signe. La foule s'écarta, les camions se mirent en branle et la statue s'effondra. Il ne resta qu'un seul trident avec une paire de bottes. C'était d'un dérisoire absolu.

Rentrés à l'hôtel, nous avons le sentiment que des événements graves allaient

se produire. Nous étions particulièrement frappés que tout se soit écroulé en quelques heures. Il n'existait plus de police, plus d'armée, plus de parti — qui était tout de même composé de plus de neuf cent mille membres —, plus de syndicat, plus rien. C'était le néant absolu. Les manifestants régnaient en maîtres dans la rue. Toute la nuit, nous entendimes des coups de fusil, des explosions.

Il nous était interdit de sortir, mais je tenais à voir ce qui se passait. Je n'entendais plus me laisser abuser par les articles de *l'Humanité*. Je savais qu'on allait camoufler les événements et je voulais en connaître le déroulement.

Quelques jours plus tard, nous partimes en groupe pour tenter de récupérer nos passeports, qui nous avaient été retirés dès l'arrivée. Il fallait traverser tout Budapest pour se rendre au siège du parti. On se battait partout. Je ne sais pour quelle raison, les camarades hongrois nous ont emmenés dans un hôtel particulier où des gens s'étaient retranchés, armés jusqu'aux dents. Plus tard, nous avons compris que nous nous trouvions au siège de la police politique.

On entra dans ce bâtiment par une chicane constituée de sacs de sable. Le canon d'une mitrailleuse était pointé à l'entrée. A l'intérieur, on trouvait un véritable arsenal : caisses de grenades, bandes de mitrailleuse. Tous les types présents avaient manifestement peur. Ils savaient ce qui les attendait si les manifestants leur mettaient la main dessus. Ils se remontaient le moral à coup de sibowice. Nous n'avons jamais compris pourquoi on nous avait emmenés dans cet endroit. Toujours est-il que l'on nous attribua une escorte de policiers en tenue. Du coup, avec tous ces flics qui nous escortaient, nous devenions une cible.

## Au siège de la police

Arrivés au siège du ministère de l'Intérieur, nous avons appris qu'il était impossible d'aborder le siège du comité central qui se trouvait assiégé par les manifestants.

Je me trouvais en rapport avec une entreprise hongroise de transports avec laquelle je devais discuter de problèmes de collaboration. Je pris immédiatement ce prétexte pour y aller. On tenta de m'en dissuader

mais néanmoins je m'y rendis. Une copine hongroise vint avec moi. En traversant Budapest, je compris que la situation était salement grave. Le gouvernement Nagy avait donné instruction de pavoiser aux couleurs de la Hongrie. Toutes les façades s'ornaient de drapeaux dont on avait pris soin de découper les armes du gouvernement.

Devant la bibliothèque soviétique, on brûlait des livres et dans les étages des manifestants jetaient par la fenêtre des disques que la foule piétinait avec furie. Partout nous n'entendions que des propos antisoviétiques. Pas anticommunistes.

## Une atmosphère électrique

L'atmosphère était électrique. La police politique avait procédé à des arrestations arbitraires, des tortures, des exécutions sommaires. Ce qui créait un climat épouvantable. Quand arriva l'heure des réhabilitations, les dirigeants ne se rendaient pas compte qu'au lieu de calmer les esprits ces réhabilitations faisaient monter la tension jusqu'à l'explosion. C'était l'unanimité du peuple. S'il n'y avait pas eu les chars soviétiques, c'en était fini de ce qu'on a coutume d'appeler la démocratie (...).

Le dimanche suivant, on est venu nous chercher pour nous embarquer dans une automitrailleuse soviétique. Nous avons dû sortir de Budapest et rejoindre un terrain de fortune, l'aérodrome étant occupé par les manifestants. Nous nous sommes ainsi rendus à Varsovie. C'est à ce moment que nous avons appris qu'à Varsovie même les choses avaient failli mal tourner.

Ce que j'ai vu en Hongrie m'a ouvert les yeux. En rentrant, j'étais décidé à rompre.

Propos recueillis par Alexis Violet

\* Roger Codou a relaté ses souvenirs de la guerre d'Espagne dans notre numéro spécial 36, du 5 juin dernier.

LE CHOC DU XX<sup>e</sup> CONGRES

Maurice Thorez, premier stalinien de France.



D'HIER A  
AUJOURD'HUI

1956-1986. Quelles leçons pour demain ? Nous avons posé la question à Daniel Singer, journaliste, spécialiste des pays de l'Est et auteur d'un livre sur la Pologne « *The road to Gdansk* » et Zbigniew Kowalewski, ancien dirigeant de Solidarnosc de la région de Lodz, auteur de « *Rendez-nous nos usines* ».

DANIEL SINGER

# CONTINUITÉ ET CHANGEMENTS

□ C'est en Pologne et en Hongrie que le processus déclenché par le XX<sup>e</sup> Congrès du PC soviétique a produit ses effets les plus radicaux.

Daniel Singer — En 1956, les dirigeants soviétiques pensent pouvoir introduire une série de changements tout en gardant le contrôle de la situation. C'est d'ailleurs ce qui se passe dans leur propre pays. Mais ce qui est vrai au centre ne l'est pas à la périphérie.

En Pologne, le parti a alors l'avantage de posséder un Wladislas Gomulka, un dirigeant dont la réhabilitation n'est pas posthume. De plus, l'apparition d'une volonté de changement est antérieure au XX<sup>e</sup> Congrès. Dès la mort de Staline, une situation nouvelle apparaît. Les intellectuels commencent à se mobiliser pour exiger plus de liberté. Ce qui explique que tout aille très rapidement au lendemain du XX<sup>e</sup> Congrès.

L'élément nouveau, c'est bien sûr l'entrée en scène des ouvriers, avec la révolte de Poznan en juin 1956 et son écrasement. Au début, la réaction est classique : les manifestants sont assimilés à des agents de l'étranger, etc. Mais très vite, à la direction même du PC, des gens commencent à se demander pourquoi les ouvriers manifestent contre le régime et à indiquer l'existence de causes réelles au mécontentement.

Cela mène à la fameuse réunion du 18 octobre 1956 où le comité central élit Gomulka à la tête du parti. Les Soviétiques tentent de s'y opposer. Ce qu'ils craignent, c'est moins la personne de Gomulka que tout le processus de changement qui peut déboucher sur n'importe quoi. Reste qu'on a réussi à canaliser le mouvement.

Les événements de Pologne montrent que finale-

En Hongrie, tout commence par une manifestation étudiante qui célèbre les événements de Pologne. Mais là, on ne parvient pas à conserver le même contrôle de la situation. Il n'existe pas la même équipe de rechange. Nagy et son gouvernement sont rapidement débordés par une insurrection.

□ Quand on regarde cette crise à trente ans de



« Des choses demeurent dans l'inconscient collectif. Mais les dirigeants de 1980 sont surtout liés aux expériences des années soixante-dix. »

ment les Russes étaient prêts à accepter des réformes assez considérables. Et immédiatement après, la situation en Hongrie démontre dans le sang quelles étaient les limites de la tolérance soviétique.

distance, quel élément paraît le plus caractéristique ?

D. S. — Les historiens diront certainement que c'est le début de la rupture du mouvement communiste

monolithique. Ce qui me frappe aujourd'hui, c'est que l'illusion révisionniste — symbolisée par le khrouchtchévisme, c'est-à-dire l'espoir qu'on pourra passer progressivement, pas à pas du stalinisme à un socialisme démocratique par un processus dirigé par le haut — ne disparaît pas, même après l'invasion de la Hongrie.

En Pologne, alors qu'un grand espoir de transformation accompagne l'arrivée de Gomulka au pouvoir, la désillusion commence probablement un an après, quand deviennent visibles les limites imposées à la liberté d'expression et la suppression des pouvoirs donnés aux conseils ouvriers. Malgré tout, si l'on se réfère à une échelle plus grande, je dirais qu'il a fallu attendre la chute de Khrouchtchev, l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 et surtout la durée inattendue du règne de Brejnev

□ Pourtant en 1970 encore en Pologne, Gierk réussit à obtenir, dans une certaine mesure, la confiance des ouvriers révoltés contre Gomulka.

D. S. — Il existe une grande différence entre 1956 et la révolte ouvrière de la Baltique contre la hausse des prix des produits alimentaires en 1970.

En 1956, les gens pensent pouvoir changer les choses avec le parti et à l'intérieur du parti. En 1970, on assiste à une révolte de classe « contre eux », c'est-à-dire les dirigeants. C'est la renaissance d'un mouvement ouvrier en tant que tel. C'est vrai que durant cette période, on constate une certaine continuité avec 1956, dans la mesure où le régime peut encore dire, jusqu'à un certain point : « Nous sommes votre gouvernement. » Mais les changements sont aussi très nets. C'est la première fois que le mouvement ouvrier obtient un pouvoir de veto sur le gouvernement.

1976 introduit un nouvel élément. On s'aperçoit que les intellectuels peuvent jouer un rôle social et politique important s'ils se lient à un mouvement social, d'abord pour défendre les victimes de la répression, ensuite pour préparer des formes d'organisation nouvelles. Et là, on retrouve une filiation directe entre 1976 et 1980. Cela prépare l'apparition des syndicats libres et l'acceptation par le pouvoir, même de façon temporaire, de l'idée que les ouvriers ont besoin d'une représentation autonome.

□ En ce qui concerne les dirigeants de ce nouveau mouvement ouvrier polonais apparu dans les années soixante-dix, peut-on tracer une filiation avec 1956 ?

D. S. — Bien sûr, des choses demeurent dans l'inconscient collectif. Mais je ne crois pas qu'on puisse dire que les dirigeants du

► mouvement de 1980 sont liés à 1956. Ils sont liés aux expériences des années soixante-dix, à la naissance du KOR, puis au Comité pour les syndicats libres.

□ Si l'illusion d'un changement par le haut semble morte, les grands espoirs soulevés par Solidarnosc n'ont pas davan-

tage porté leurs fruits. *Aucun changement n'est-il dès lors possible dans les pays de l'Est ?*

D. S. — Je crois que le premier enseignement, c'est la centralité de l'Union soviétique. Aucun mouvement de transformation ne sera solide en Europe de l'Est sans une transformation en URSS. Il existe un certain

Rubicon au-delà duquel apparaît un risque d'intervention. Mais ce Rubicon se déplace, la Pologne l'a bien montré.

Deuxièmement, l'échec de ces mouvements ne signifie pas qu'ils ont été inutiles. C'est une des raisons pour lesquelles il est absurde de parler de sociétés figées.

A mon avis, le problème n'est donc pas de savoir si

ces sociétés vont changer, mais le sens dans lequel ce changement va s'opérer, et ce qu'on peut faire pour qu'il s'oriente dans un sens progressiste.

D'un côté, il est positif que les conditions objectives mettent à l'ordre du jour certaines questions, imposent un changement. Mais d'un autre côté, le discrédit des idées socialistes est bien

plus profond qu'on aurait pu le penser, l'identification du socialisme avec les tanks soviétiques est généralisée. Ce qui entraîne une « désidéologisation » de la société, avec tout à la fois une grande admiration pour l'Occident, son niveau de vie, et un vide idéologique assez souvent rempli par un nationalisme étroit ainsi que par la religion.

Reste quand même un certain optimisme. Rappelez-vous la Pologne de 1980. Si on pouvait prévoir un bouleversement, qui aurait dit qu'il se produirait un mouvement de l'ampleur de Solidarnosc et que le pouvoir accepterait des syndicats libres durant un temps ?

Propos recueillis par Anna Libera

ZBIGNIEW KOWALEWSKI

# LA REFORME IMPOSSIBLE



« En 1980, l'intelligence des travailleurs consista à vouloir d'abord créer des syndicats libres. »

□ En 1956, tu avais quatorze ans. Les événements de l'époque t'ont-ils marqué ?

Zbigniew Kowalewski — Evidemment. Je fus très impressionné par la grève insurrectionnelle de Poznan et par les procès, diffusés par la radio, des participants. Mais c'est entre le 19 et le 22 octobre que l'émotion atteignit son comble. On ne savait pas alors s'il se produirait une intervention militaire soviétique. J'assistais, par exemple, à un meeting au lycée lorsque nous avons appris que les troupes soviétiques s'approchaient de Lodz. Nous avons décidé de tous nous rendre sur les barricades si elles entraient dans la ville.

Chez les étudiants et les ouvriers, mais aussi au sein de l'armée et de la police, le même état d'esprit régnait. Lorsque la révolution a commencé en Hongrie, ce fut l'euphorie générale. Les gens suivaient les événements avec passion. Le sentiment de solidarité avec les Hongrois était massif. Dans de nombreuses entreprises, les travailleurs voulaient entreprendre des grèves de solidarité. On demanda même l'envoi de l'armée polonaise ou de brigades de volontaires aux côtés des Hongrois. C'est pourquoi Gomulka n'a pu reconnaître immédiatement le régime de Kadar. J'ai l'impression qu'à ce moment les Polonais étaient davantage préoccupés par la révolution hongroise que par leur propre révolution. La défaite des Hongrois a donc en grande partie décidé du sort de l'Octobre polonais.

□ Quel fut le rôle de la « gauche d'Octobre » ?

Z. K. — Le courant politique qui s'intitulait lui-même « gauche révolutionnaire » joua un rôle immense. Il s'exprimait principalement au travers de l'hebdomadaire *Po Prostu*. Ce sont notamment les gens de *Po Prostu* qui impulsèrent le mouvement indépendant des masses pour la démocratie socialiste et, dans ce cadre, la lutte pour l'autogestion ouvrière. Ils n'avaient confiance ni dans « l'aile libérale » de la bureaucratie ni en Gomulka. Ils prirent les premiers conscience que ce dernier cherchait à étouffer la révolution. En janvier 1957, ils sonnèrent l'alarme, expliquant que la loi sur les conseils ouvriers constituait un compromis suicidaire. Dans la partie censurée d'un fameux article intitulé « L'autogestion ouvrière en danger », ils avancèrent comme mot d'ordre : tout le pouvoir aux conseils.

Reste que la stratégie de *Po Prostu* demeurait limitée. La « gauche révolutionnaire » se montrait convaincue qu'il fallait — et qu'il était possible — d'imposer une réforme du parti grâce à la pression des masses. Elle acceptait le monopartisme. Ses animateurs ne pensaient pas une seconde qu'il convenait de rompre avec le parti de la bureaucratie, de transformer le fantasmagorique soutien dont ils jouissaient au sein de l'avant-garde ouvrière et étudiante en une organisation politique révolutionnaire.

□ Revenons à Octobre. Pourquoi la direction

Gomulka put-elle rapidement « normaliser » la classe ouvrière ?

Z. K. — Lors de l'Octobre polonais, le mouvement ouvrier était dépendant de la bureaucratie. Le nouveau chef de celle-ci jouissait d'une grande confiance. Les conseils ouvriers ne voyaient pas en Gomulka un adversaire acharné de l'autogestion et plus généralement des changements démocratiques. La première lutte ouvrière ouverte — la grève de Poznan — et la dernière — la grève des tramways de Lodz en 1957 — traduisaient bien la volonté de défendre les intérêts matériels immédiats. Mais la révolution de 1956 ne s'accompagna pas de l'émergence d'une organisation de masse précisément susceptible de défendre ces intérêts. Les conseils ouvriers n'étaient pas faits pour cela. Il aurait fallu qu'existent des syndicats indépendants à côté d'eux. En leur absence, les conseils se trouvèrent incapables de lutter efficacement pour l'autogestion ouvrière.

Le mot d'ordre de la révolte de Poznan était : du pain et la liberté. Mais, sans instrument de lutte pour le pain quotidien, la classe ouvrière ne pouvait mener à plus long terme la lutte pour la liberté, c'est-à-dire pour le pouvoir. Les conseils ouvriers ont donc rapidement commencé à perdre leur base de masse dans les usines.

En août 1980, l'intelligence des travailleurs consista à vouloir d'abord créer des syndicats libres.

Ce n'est que sur cette base que le développement des conseils ouvriers pouvait disposer d'un avenir.

□ Dans la conscience ouvrière de 1980-1981, existait-il des éléments de continuité avec octobre 1956 ?

Z. K. — Un seul, mais très important : le souvenir de cette idée selon laquelle c'est le conseil ouvrier démocratiquement élu qui doit gérer pleinement l'entreprise. Lorsque Solidarnosc de Lodz a appelé à lutter pour l'autogestion, nous avions auparavant propagé les meilleures expériences de 1956 dans ce domaine ainsi que l'histoire de l'étouffement des conseils par la bureaucratie. L'aile radicale du mouvement pour l'autogestion a fait la même chose un peu plus tard. Notre idée d'une Chambre autogestionnaire provenait aussi de 1956, notamment de *Po Prostu*.

Lorsque nous avons commencé à créer des conseils ouvriers dans de nombreuses entreprises, des gens, impliqués dans l'expérience de 1956, entraient dans cette nouvelle phase avec leur propre capital. Le vice-président de Solidarnosc pour la région de Varsovie, Sweryn Jaworski, partisan de la formation d'une « pyramide de conseils », était par exemple un des vétérans de l'Octobre polonais.

□ La Pologne possède la plus riche expérience de soulèvements antibureaucratiques. Quelles leçons en tires-tu ?

Z. K. — La classe ouvrière et la société civile ne peuvent se libérer de la bureaucratie totalitaire que par la révolution. La réforme démocratique s'avère impossible, comme octobre 1956 l'a démontré. Une révolution autolimitée n'est pas plus réaliste, le 13 décembre 1981 en fait foi. La « construction d'une société autogérée dans le cadre d'un Etat totalitaire » — mot d'ordre de Kuron — reste une illusion. Il en va de même des espoirs de scission verticale au sein de la bureaucratie. En Pologne, on n'a jamais vu une telle scission. Craignant un nouveau Poznan, la fraction de Gomulka ne se différencie pas du « béton » stalinien que sur les moyens à employer pour « normaliser » la situation.

La révolution doit être préparée consciemment. Il faut de ce point de vue agir simultanément à plusieurs niveaux : d'une part la lutte pour le pain et les libertés syndicales, la sauvegarde de l'indépendance absolue du mouvement face à la bureaucratie ; de l'autre, la propagation d'une stratégie de prise du pouvoir par la classe ouvrière et la construction du parti révolutionnaire, indispensable à la fois pour mettre en œuvre cette stratégie, mais aussi pour mener efficacement la lutte immédiate. C'est à cela que doit servir le Parti ouvrier de la république autogérée qui est en train de se créer en Pologne !

Propos recueillis par Cyril Smuga

1. Voir à ce sujet le prochain numéro d'*Inprecor*.

## SOMMAIRE

Botha hors de France  
pages 2, 3

Immigrés  
Face au harcèlement policier  
page 4

Sécurité sociale  
Le plan scélérateur  
page 5

EDF Bordeaux  
Télégestion contestée  
page 6

Courrier  
Controverses et précisions  
Page 7

El Salvador  
Aide humanitaire  
et terreur  
page 8

## SPECIAL 1956

Des jours  
de sang et d'espoir  
pages 9, 10, 11, 12

Des conseils à Budapest  
pages 13, 14, 15

Octobre en Pologne  
pages 16, 17, 18

Le choc du XX<sup>e</sup> Congrès  
pages 19, 20, 21

D'hier à aujourd'hui  
Deux militants  
tirent les leçons  
pages 22, 23

☆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.  
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).

☆ Composition, impression : Rotographie, Montreuil.  
☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.

# APPEL COMMUN DE CENT DIX-HUIT OPPOSANTS DE QUATRE PAYS DE L'EST

Dans une déclaration commune, 118 membres d'organisations pacifistes et de groupes d'opposition de Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie et d'Allemagne de l'Est s'adressent à l'opinion publique mondiale à l'occasion du trentième anniversaire de l'insurrection hongroise du 23 octobre 1956.

Il y a trente ans, le 23 octobre 1956, des ouvriers, des étudiants et des soldats ont pris d'assaut l'immeuble de la radio à Budapest parce qu'ils en avaient assez des mensonges officiels et voulaient entendre la vérité et exprimer leurs exigences. Ils ont détruit la statue de Staline et la crédibilité d'un régime qui se qualifiait lui-même de dictature du prolétariat et de République populaire. Leur combat montra clairement que ce que le peuple hongrois voulait vraiment était l'indépendance, la démocratie et le neutralité. Ils voulaient vivre en paix dans une société libre et honnête.

La Révolution hongroise de même que le soulèvement à Berlin-Est, le Printemps de Prague et le mouvement social du syndicat libre Solidarnosc en Pologne ont été réprimés, soit par une intervention soviétique, soit par une intervention des forces armées locales. Durant les trente dernières années, la vie est devenue plus facile pour beaucoup et certains peuvent s'exprimer sans être jetés en prison. Mais les exigences essentielles des révolutionnaires n'ont pas été satisfaites.

En ce trentième anniversaire de la Révolution hongroise, nous aimerions appeler nos amis dans le monde entier à commémorer avec nous cet événement. A cette occasion, nous voulons, ensemble, renforcer notre résolution à lutter, dans nos pays, pour la démocratie politique, pour un pluralisme fondé sur le principe de l'autodétermination, de même que pour un dépassement pacifique de la division en Europe et pour une unité de ce continent qui garantisse les droits de toutes les minorités. Nous soulignons notre soutien à la lutte pour une vie meilleure, libre et digne dans nos pays, comme dans le reste du monde. En cela, l'expérience de la Révolution hongroise de 1956 constitue pour nous un héritage durable et une source d'inspiration.

Budapest, Prague, Varsovie, Berlin,  
octobre 1986

### HONGRIE

Iván Bába  
Péter Bokros  
Géza Buda  
Sándor Csoóri  
István Csurka  
Gábor Demsky  
Olga Diószegi  
István Eörsi  
György Gadó  
Árpád Göncz  
Csaba Gönczöl  
Béla Gonda  
Judit Gyenes  
Aliz Halda  
Miklós Haraszti  
János Kenedi  
Zsolt Keszthelyi  
János Kis  
Károly Kiszely  
György Konrád  
Ferenc Kőszeg  
György Krassó  
Zsolt Krokovay  
Gabriella Lengyel  
Sándor Lezsák  
Fruzsina Magyar  
Imre Mészáros  
Miklós Mészöly  
Tamás Mikes  
Tamás Molnár  
András Nagy  
Janó Nagy  
Tibor Pákh  
Róbert Pálincás  
Gyula Perlaki  
György Petri  
Sándor Rácz  
Sándor Radnóti  
László Rajk  
László Rusai  
Ottilia Solt  
Miklós Sulyok  
Jenő Széll  
Sándor Szilágyi  
Pál Szalai  
József Talata  
Gáspár Miklós Tamás  
Mihály Vajda  
Judit Vársárhelyi  
Miklós Vársárhelyi

### TCHÉCOSLOVAQUIE

Rudolf Battěk  
Václav Benda  
Ján Camogurský  
Jiří Dienstbier  
Miklós Duray  
Jiří Gruntorád  
Jiří Hájek  
Václav Havel  
Ladislav Hejzlanek  
Eva Kanturková  
Jan Kozlik  
Miroslav Kusý  
Ivan Lamper  
Ladislav Lis  
Václav Malý  
Anna Marvanová  
Martin Palouš  
Jiří Ruml  
Jaroslav Sabata  
Anna Sabatová  
Libuše Silhanová  
Milan Simečka  
František Stárek  
Petr Uhl

### RDA

Martin Böttger  
Bärbel Bohley  
Reiner Dietrich  
Werner Fischer  
Peter Grimm  
Monika Haeger  
Ralf Hirsch  
Herbert MiBlitz  
Lutz Nagorski  
Gerd Poppe  
Ulrike Poppe  
Wolfgang Rüdtenklau  
Sinico Schönfeld  
Regina Templin  
Wolfgang Templin  
Mario Wetzky

### POLOGNE

Konrad Bieliński  
Marian Brandys  
Jacek Czaputowicz  
Marek Edelman  
Jacek Fedorowicz  
Jan Andrzej Gorny  
Janusz Grzelak  
Zbigniew Janas  
Jan Kielanowski  
Wiktor Kulerski  
W. Kunicki-Goldfinger  
Zofia Kuratowska  
Jacek Kuroń  
Jan Józef Lipski  
Jan Lityński  
Barbara Malak  
Wojciech Maziariski  
Adam Michnik  
Leszek Moczulski  
Piotr Niemczyk  
Zofia Romaszewska  
Zbigniew Romaszewski  
Krystyna Starczewska  
Stefan Starczewski  
Aniela Steinsbergowa  
Klemens Szaniawski  
Jacek Szymanderski  
Henryk Wujec

### ABONNEMENT A DOMICILE

	France DOM-TOM		Etranger	Nom .....
	France	DOM-TOM		
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste	450 F	500 F		Prénom .....
2. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE	160 F			Adresse .....
3. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an	150 F	170 F		Formule choisie .....
4. CAHIERS DU FEMINISME (5 numeros)	65 F	75 F		
5. INPRECOR (quinzomadaire), 1 an	250 F	250 F		
6. ABONNEMENT DE SOUTIEN (Rouge et Critique communiste)				Reglement à l'ordre de la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. ☎ 48 59 00 80
	3 mois : 200 F	6 mois : 400 F	1 an : 800 F	